



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2692  
6 mars 2020  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# LUTTE

# OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal  
**d'Arlette Laguiller**



## Lutte ouvrière aux élections municipales

# Faire entendre le camp des travailleurs

**Drame des migrants**

**Les États européens responsables**

Page 16

**Coronavirus**

**Précautions sanitaires et maladie du profit**

Pages 6 et 7

**Réforme des retraites**

**49.3 ou pas, c'est toujours non**

Page 3



**LEUR SOCIÉTÉ**

49.3: pour s'asseoir sur l'opinion des travailleurs 3

Réforme des retraites: c'est toujours non! 3

Les amendements acceptés: poussières de miettes 3

Coronavirus: précautions sanitaires et impératifs économiques 6

Le capitalisme, une maladie incurable 6

Il y a les coureurs et il y a les profiteurs 6

Un système de santé sans grandes défenses 7

SAMU 92: pourvu que le virus ne soit pas trop dangereux 7

Hôpital de Creil: la Réanimation totalement fermée 7

8 mars: manifestons pour les droits des femmes! 10

Une journée internationale 10

Nouveau bac: recalé à l'unanimité 11

Cantines scolaires: qualité et prix laissent à désirer 11

Parcoursup: la sélection dans l'opacité 11

Logement: de pire en pire pour les pauvres 12

Des prix "de dingue" 12

BNP: condamnée pour un œuf, la banque a volé un bœuf 12

Emploi: les offres de surexploitation pleuvent 13

EDF: factures en hausse, gros profits 13

Le préfet et le LBD 13

**ÉLECTIONS MUNICIPALES**

Les listes Lutte ouvrière Faire entendre le camp des travailleurs Réunions publiques Eddy Le Beller, à Saint-Nazaire Estelle Jaquet, à Nice Réunions publiques et meetings

**DANS LE MONDE**

Moyen-Orient: affrontement turco-syrien 8

Turquie: Erdogan discrédité 8

Inde: diviser et assassiner pour régner 9

Afghanistan: un accord qui ne mettra pas fin à la guerre 9

France-Mali: un relent de colonialisme 13

Migrants en détresse: les puissances européennes seules responsables 16

Argentine: les femmes dans la rue pour le droit à l'IVG 16

Israël: Netanyahu ou Gantz, une politique de guerre 16

**ENTREPRISES**

Solvay - Rhône 13

Chantier de l'Atlantique Saint-Nazaire: un mort au travail 14

PSA - Peugeot Citroën: profits record 14

Exposition à l'amiante à Sochaux 14

Intérimaires: accidents 14

Renault - Flins 15

Chantier du journal Le Monde: "L'esclavage, ça suffit" 15

# Pire que le coronavirus, le capitalisme!

Annulation des rassemblements de plus de 5000 personnes en milieu confiné, fermetures des écoles dans les foyers infectieux... : le gouvernement a annoncé, samedi, une série de mesures exceptionnelles pour freiner l'épidémie du coronavirus. Et au milieu de l'émotion suscitée par cet appel à la mobilisation générale, comme en catimini, le Premier ministre Philippe a dégainé le 49.3 pour imposer sa réforme des retraites.

S'il croit pouvoir utiliser le coronavirus pour faire oublier son coup de force contre les travailleurs, il se trompe! Il n'en a pas fini avec la contestation. De nombreux rassemblements de protestation sont en préparation, et le coronavirus ne fait que rajouter à la colère générale.

Car, oui, il y a de quoi être inquiet et en colère. Non pas à cause de la gravité de ce virus, pas encore vraiment évaluée, mais parce que, s'il y avait des millions de malades et qu'il devenait nécessaire d'hospitaliser des milliers de personnes, l'hôpital public serait incapable de contrôler la situation. Et cela, c'est de la responsabilité du gouvernement, de celui-ci comme de ceux qui l'ont précédé.

Cela fait un an que tous les personnels hospitaliers tirent la sonnette d'alarme pour dénoncer les Urgences saturées, les services hospitaliers à flux tendu, les sous-effectifs chroniques et les déserts médicaux. Rien n'y a fait: le gouvernement a poursuivi sa politique consistant à siphonner l'argent des hôpitaux pour arroser le grand patronat, parce que les profits, les dividendes et les cours boursiers passent avant la santé publique!

Les mesures de confinement et le ralentissement, voire la mise à l'arrêt de nombreuses usines en Chine pèsent sur toute l'économie mondiale, et particulièrement sur le tourisme, le textile, l'automobile, les transports et le luxe.

À côté de ce ralentissement de la production, il y a les anticipations des spéculateurs, qui amplifient le phénomène et qui ont fait dévisser toutes les Bourses mondiales, menaçant d'un nouveau krach financier. Eh oui, un des plus petits organismes vivant sur cette terre, le coronavirus, pourrait déclencher le prochain krach mondial! C'est bien la preuve que l'économie fonctionne comme une maison de fous.

Alors même que l'humanité a les moyens de faire face à la pandémie de coronavirus, toute

l'économie mondiale risque de plonger dans une nouvelle récession parce que le système capitaliste est construit comme un château de cartes.

La bourgeoisie, le grand patronat feront tout pour faire payer cette nouvelle crise aux travailleurs. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a déjà appelé à la solidarité avec les entreprises fragilisées par le coronavirus. Mais son objectif est d'assurer les dividendes des actionnaires et les revenus de la bourgeoisie, pas de geler les plans de licenciements ni les fermetures d'usines.

Demain, si la crise s'aggrave brutalement, le gouvernement prendra encore des milliards à la collectivité et rognera sur ce qui est indispensable aux classes populaires, pour se porter au secours des banquiers ou de la bourgeoisie. Avec la réforme de l'indemnisation chômage, il a ajouté des dizaines de milliers de pauvres à ceux qu'il y avait déjà. Avec la réforme des retraites, il veut voler des années de retraite aux futures générations. Il est prêt à tout!

L'économie et toute la société sont atteintes par une maladie grave, celle du parasitisme et de l'irresponsabilité d'une bourgeoisie aveuglée par ses profits. Si les travailleurs ne l'empêchent pas de nuire, toute la société en crèvera.

Il faut que le monde ouvrier retrouve la conscience des luttes qu'il a à mener et qu'il se rassemble, s'organise pour défendre ses intérêts contre la bourgeoisie, contre son gouvernement et contre son État. C'est la perspective défendue par les listes que Lutte ouvrière présente dans 240 villes aux élections municipales.

Personne ne refera le monde à l'échelle municipale. Alors, nos candidats ne feront pas de démagogie ni de promesses mensongères. Ils diront que, dans cette période de crise et de recul économique, social mais aussi moral, rien d'essentiel ne viendra d'en haut pour les travailleurs, pour les exploités, pour les plus pauvres. Nos candidats appellent les travailleurs à la révolte.

Alors, là où Lutte ouvrière est présente, votez pour le camp des travailleurs!

Affirmez que vous ne vous résignez ni à l'exploitation ni au capitalisme!

Affirmez la nécessité, pour le monde ouvrier, de se battre contre la classe capitaliste, avec la conscience d'avoir à prendre lui-même le pouvoir pour changer la société!





## 49.3 : pour s'asseoir sur l'opinion des travailleurs

**Tout le monde s'y attendait, mais il y a de quoi s'indigner: le gouvernement, pour gagner du temps, a annoncé son recours à l'article 49.3 de la Constitution de 1958 pour faire passer son texte sur la réforme des retraites sans vote des parlementaires.**

Cet article entraîne la suspension immédiate de la discussion sur le projet de loi. Il est donc considéré comme adopté, sans être soumis au vote des députés, sauf motion de censure du gouvernement recueillant la majorité à l'Assemblée. Il s'agit d'une pure comédie, où Édouard Philippe fait mine d'engager la responsabilité du gouvernement, sans aucun risque puisque les élus macronistes et assimilés sont largement majoritaires.

Ce passage en force n'a qu'un rapport lointain avec les raisons avancées par le chef du gouvernement,

le 29 février, noyées dans une intervention traitant de l'épidémie de coronavirus. Faisant allusion aux 29 273 amendements qui restaient à examiner, il a prétendu devoir «faire face à une stratégie d'obstruction délibérée ayant pour unique finalité d'empêcher la tenue du débat». En fait de débat, l'opinion de la population travailleuse s'exprime haut et fort depuis des mois. Depuis juillet dernier, quand le précédent haut-commissaire à la réforme, Jean-Paul Delevoye, avait publié un rapport traçant les grands axes de cette attaque anti-ouvrière, l'opposition des

travailleurs, chômeurs et retraités ne s'est pas démentie.

Des centaines de milliers de manifestants, des semaines de grève à la SNCF et à la RATP, dans l'enseignement, des temps forts où d'autres ont rejoint le mouvement, l'accueil mouvementé reçu par le moindre ministre et a fortiori par le président lui-même dans leurs déplacements, la publication de sondages où l'opposition à la réforme Macron demeure majoritaire, rien ne permet à ce gouvernement d'ignorer cette opposition. Le monde du travail rejette ce qui est une attaque contre lui, comme il rejette ses instigateurs.

Macron s'est fait détester, à bien des titres, en particulier depuis que les manifestants gilets jaunes ont été traités par le mépris et

la matraque, comme l'ont été depuis les opposants à la réforme. Les ministres, à commencer par le Premier, prétendent avoir tenu compte des remarques, amendé leur projet de loi et être tout disposés à continuer le dialogue avec les partenaires sociaux. Cette mauvaise foi n'a d'égale que leur hypocrisie, lorsqu'ils se succèdent pour aligner laborieusement les «avancées» que leur réforme est censée apporter.

Il n'y a rien de bon pour les travailleurs dans le système par points. Il n'apportera rien ni aux carrières heurtées, ni aux chômeurs non indemnisés qui n'auront droit à aucun point, ni

aux femmes, ni aux agriculteurs dont 40% se trouveraient exclus de la pension minimale tant vantée.

Démasqués dans leur comédie du grand débat, saison deux, et pressés de faire taire la rue, Macron et le gouvernement sont l'image révoltante d'un système où, une fois de temps en temps, ils font mine de prendre l'avis d'une partie de la population. Mais quand leurs attaques, dictées par les capitalistes dont ils servent les intérêts, suscitent la colère, ils dégagent le 49.3, sans d'ailleurs ranger leurs LBD! Sans plus de succès pour faire accepter la réforme, d'ailleurs.

Viviane Lafont

## Les amendements acceptés : poussières de miettes

**Les principaux partis politiques de droite, à commencer par Les Républicains et La République en marche (LR et LREM) n'ont cessé de hurler contre La France insoumise de Mélenchon et le Parti communiste qui, avec leurs quelque 22 000 amendements qualifiés d'inutiles ou de ridicules, auraient «bloqué le débat démocratique», et auraient de ce fait contraint le Premier ministre à avoir recours à l'article 49.3.**

Tout fiers, les représentants du gouvernement se vantent d'avoir su, eux, faire passer quelque 350 amendements qui, selon les mots de Philippe, ont amélioré et surtout profondément enrichi le texte de base. Parmi ceux-ci, l'un demande de tenir compte de la situation des personnes ayant un handicap. Mais qui en bénéficiera, et de quelle façon, pas de réponse pour l'instant. Un autre propose de prendre en considération les aidants auprès de personnes âgées, de malades ou de handicapés, mais sans chiffrer cette considération en termes d'annuités ou de revenus. Un troisième demande que l'on tienne compte de la pénibilité du travail, ce qui ne manquera pas de soulever des discussions sans fin sur la définition d'un travail pénible, et à quel âge

on pourrait alors prendre sa retraite. Un autre amendement, proposé par le PC et adopté par les députés, dit que les égoutiers recrutés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2022 pourront partir en retraite à 52 ans. Mais, pour une catégorie de travailleurs qui continuera à avoir un régime différent –pour une période limitée cependant–, combien d'autres devront s'user jusqu'à l'âge de 64 ou 65 ans, puisque c'est aussi ce que le gouvernement veut faire passer?

Le dialogue qui serait ainsi établi entre le gouvernement et les représentants du peuple, au travers de la discussion de prétendus «vrais amendements», n'est qu'un alibi pour faire passer le texte de départ, sans atténuer l'attaque lancée contre tous les travailleurs

Marianne Lamiral



Le 3 mars à Paris.

## Réforme des retraites : c'est toujours non !

**Après le coup de théâtre annoncé du 29 février, des appels à manifester ont été lancés et relayés, et le soir même des rassemblements se tenaient, à Paris devant l'Assemblée nationale, puis le 2 mars à Lille, à Bordeaux, à Toulouse, à Marseille, au Havre, où le Premier ministre se présente à l'élection municipale.**

D'autres manifestations ont eu lieu, des milliers défilant à Montpellier ou à Paris, de la République à la Madeleine, le 3 mars. Les avocats en colère ont eux aussi joint leur voix à toutes celles qui continuent de refuser la réforme, amendée comme l'affirme Édouard Philippe, sans même qu'il ait l'air de croire convaincre qui que ce soit. Parmi les manifestants, la fièvre n'est pas retombée, elle a même atteint 49°3, comme le proclamaient de nombreuses

pancartes.

Quant à la conférence de financement, os à ronger jeté aux directions syndicales qui veulent bien s'en saisir pour jouer le jeu du dialogue avec les règles édictées par le gouvernement, elle est encore plus l'ombre d'elle-même depuis qu'Yves Veyrier de FO puis Philippe Martinez de la CGT ont claqué la porte. Le gouvernement risque de peiner davantage encore à faire mine de monnayer un financement contre des

clauses sur la pénibilité ou le retrait de la menace de l'âge dit d'équilibre à 64 ou 65 ans.

En effet, ce que les opposants à la réforme continuent d'exiger n'est pas le retrait de l'âge d'équilibre ou de telle ou telle mesure encore imprécise que le nouveau haut-commissaire serait bien en mal de définir. C'est le retrait de l'ensemble de cet attirail, uniquement destiné à économiser des milliards d'euros par an aux dépens des travailleurs et retraités.

La journée de mobilisation appelée le 31 mars, et peut-être même d'autres avant celle-ci, seront de nouvelles occasions de faire entendre que «la réforme Macron, c'est toujours non!»

V. L.

### AGENDA

## Fête de Lutte ouvrière Saint-Nazaire

**Samedi 7 mars de 16h à minuit**  
Alvéole 12 de la base sous-marine  
À 18 heures, intervention d'Eddy Le Beller, tête de la liste Lutte ouvrière à Saint-Nazaire.



## Les listes Lutte ouvrière Faire entendre le camp des travailleurs

Aux élections municipales du 15 mars prochain, 260 listes Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs seront présentes dans 240 communes.

Nous sommes fiers de pouvoir présenter ces listes, composées de travailleuses et de travailleurs, en activité, au chômage ou retraités. Nos candidats sont ouvriers, employés, aides à domicile, chauffeurs, conducteurs

### Travailleuses, travailleurs, chômeurs et retraités

Les grèves et les manifestations contre la violente attaque du gouvernement sur les retraites ont clairement montré quels sont les deux camps qui s'opposent dans la société.

À l'offensive, le camp représenté par Macron, Philippe, leurs ministres et tout l'appareil d'État. Au-dessus d'eux, les vrais maîtres de notre société: la grande bourgeoisie et les principaux actionnaires des grandes entreprises capitalistes, de la finance et des banques. Ce sont eux les véritables bénéficiaires de cette réforme gouvernementale. Leur objectif est de faire les poches des travailleurs retraités, pour que l'État aide encore plus les riches à s'enrichir. Autour d'eux, députés et vedettes des médias justifient ce vol. Ils dénigrent les grévistes. Ils présentent comme des privilégiés des femmes et des hommes qui gagnent en un mois de travail ce que de grands bourgeois gagnent en une heure, sans rien faire d'utile pour la société.

### Une première bataille dans la guerre sociale

C'est pour se défendre contre cette nouvelle agression, venant du monde des riches parasites et de leurs mercenaires, que les travailleurs de la SNCF, de la RATP, de l'éducation et bien d'autres sont entrés en lutte. Ils ont pris la suite des gilets

de bus ou de train, travailleurs de la santé ou de l'éducation.

Par-delà les différentes villes et régions, qu'ils soient travailleurs du public ou du privé, embauchés ou précaires, quelles que soient leurs origines, toutes et tous connaissent la réalité de l'exploitation et l'aggravation des conditions de vie et de travail.

Partout où les listes Lutte ouvrière sont présentes, des grandes

jaunes, première expression de la montée de l'exaspération populaire, avec la colère des travailleurs des hôpitaux et des Ehpad.

Ceux qui ont relevé la tête ont mille fois raison. Ils se sont lancés dans une lutte que tous les exploités devront engager tôt ou tard s'ils ne veulent plus subir le brigandage d'une classe privilégiée et irresponsable.

Pour accroître ses richesses, la grande bourgeoisie, aiguillonnée par la crise de son économie, mène une guerre à mort contre les autres classes sociales. Elle pousse une fraction croissante de salariés vers la précarité ou le chômage. Les classes populaires, des petits paysans aux petits commerçants, sont asphyxiées, victimes des banques et de la grande distribution. Pour ceux qui doivent survivre avec des salaires ou des allocations indignes, la pauvreté est aggravée par la décomposition des services publics indispensables: hôpitaux, transports publics, écoles ou Ehpad. La misère matérielle engendre la misère morale, des simples incivilités aux trafics et aux violences gratuites qui pourrissent la vie des quartiers populaires.

C'est toute la société qui va dans le mur. Et cela pour qu'une poignée de multimilliardaires puissent accroître leur fortune et leur pouvoir sur une société qu'ils étranglent. Seule peut s'y opposer la force collective de ceux qu'ils

métropoles aux petites communes, elles se placent sur le même terrain: celui des intérêts matériels et politiques de la classe ouvrière.

Voter Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs, c'est affirmer que, pour riposter aux attaques du grand patronat et de ses serviteurs politiques, les travailleurs doivent s'organiser et se mobiliser pour combattre tous les mauvais coups et

exploitent, dépouillent, méprisent et oppriment.

### Envoyez au conseil municipal des femmes et des hommes du camp des travailleurs

En présentant une liste, Lutte ouvrière n'a pas pour ambition d'être un meilleur gestionnaire des affaires de la commune. Nous savons à quel point l'État ligote les municipalités. Même les mieux disposées à l'égard des travailleurs sont condamnées à l'impuissance. Les problèmes vitaux des travailleurs ne dépendent pas de la municipalité. Celle-ci est d'autant plus bridée par la préfecture qu'elle est proche de la population. Dans une société d'exploitation et d'oppression, il ne peut y avoir d'oasis locales.

La transformation de la société, ou même une amélioration durable pour les classes populaires, ne peut pas être obtenue par des bulletins de vote. Elle nécessite la mobilisation de la classe ouvrière pour pousser la lutte contre l'État bourgeois jusqu'à la prise du pouvoir et à son exercice par les travailleurs. Seul un pouvoir d'État s'appuyant sur les classes laborieuses, exercé collectivement et démocratiquement, pourra exproprier la classe capitaliste et prendre en main la direction de l'économie. C'est alors seulement qu'elle pourra être organisée pour satisfaire les besoins de toute la population, et non pour qu'une minorité



pour en finir un jour avec la domination capitaliste, qui mène la société tout entière à la catastrophe.

On trouvera ci-dessous le texte de la circulaire envoyée aux électeurs.

On peut retrouver toutes les listes sur le site de Lutte ouvrière, dans l'onglet municipales [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org), avec de nombreuses informations et initiatives de nos camarades en campagne.

accumule des profits.

La municipalité ne peut être l'instrument de la transformation sociale. Mais la commune où les travailleurs vivent peut être un terrain où le camp des travailleurs recrute, s'organise, se mobilise et met en évidence l'opposition fondamentale entre exploités et exploités, entre capitalistes et salariés.

Et si les électeurs portaient à la tête de la municipalité des femmes et des hommes qui partagent leurs difficultés, elle serait un point d'appui dans toutes les luttes contre les capitalistes, les notables locaux et l'État. Elle associerait à ses décisions les travailleurs, français ou étrangers, avec ou sans papiers, les chômeurs, les retraités, les associations et les syndicats. Elle ferait appel à eux chaque fois que les autorités tenteraient d'interdire ses décisions favorables aux plus démunis. Elle ferait tout pour que, dans la vie municipale, s'impose une forme de démocratie des ouvriers, au travers de laquelle leurs intérêts s'opposent à ceux des riches.

**Travailleuses, travailleurs, chômeurs, retraités, vous que le capitalisme exploite et opprime, affirmez que seul le camp des travailleurs peut mettre fin à la dictature du grand capital et de ses mercenaires politiques! Votez et faites voter pour la liste Lutte ouvrière**

### Réunions publiques de Lutte ouvrière

#### Angers

5 mars à 20h30  
Salle du Doyenné

#### Lannion

5 mars à 20 heures  
Espace Sainte-Anne

#### Montluçon

5 mars à 18 heures  
Salle Salicis

#### Valence

5 mars à 20 heures  
Maison de la vie associative

#### Oullins

5 mars à 20 heures  
Salle du Caveau

#### Rennes

6 mars à 20h30  
Carrefour 18

#### Tours

6 mars à 20 heures  
Centre de vie du Sanitas

#### Montargis

6 mars à 18 heures  
Salle de la Sirène

#### Épernay

6 mars à 19 heures  
Salle Beethoven

#### Schiltigheim

6 mars à 19 heures  
Maison des sociétés

#### Belfort

6 mars à 18 heures  
Maison du peuple

#### Saint-Quentin

6 mars à 18 heures  
Salle Saint-Martin

#### Lens

6 mars à 18h30  
Salle Cercle Amicale du 4

#### Roubaix

6 mars à 18h30  
École primaire Lavoisier

#### Perpignan

6 mars à 18h45  
Salle des Libertés

#### Saint-Jean-de-Luz

6 mars à 18h30  
Salle du Fronton

#### Bordeaux

6 mars à 18h30  
Salle municipale du Grand-Parc

### À propos des bulletins de vote

Outre la circulaire, un bulletin de vote est envoyé aux électeurs dans l'enveloppe de propagande adressée à leur domicile. La seule exception est celle des communes où le vote

est électronique. Des bulletins seront également disponibles dans les bureaux de vote, à hauteur de 50% des inscrits.

Si, dans des communes où nous présentons une

liste, des électeurs ne trouvent pas notre bulletin dans l'enveloppe de propagande ou, plus grave encore, dans le bureau de vote à l'ouverture du scrutin le 15 mars, nous

les remercions de nous en alerter au plus vite par mail ou par téléphone

**Lutte ouvrière**

Mail : [contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
Tél. : 01 48 10 86 20



## Eddy Le Beller, technicien dans la construction navale, candidat à Saint-Nazaire

« Technicien au chantier naval de Saint-Nazaire depuis 1999, je travaille à bord des navires en construction, où je supervise des travaux de montage en tuyauterie. Sur chaque navire, où peuvent se concentrer jusqu'à près de 2000 travailleurs, les salariés embauchés en CDI directement par le Chantier sont une petite minorité.

Tous les autres sont des travailleurs sous-traitants. Ils sont intérimaires ou employés par des filiales locales de grands groupes et, pour une bonne partie d'entre eux, ils viennent, en déplacement, de tous les pays de l'Europe du Sud ou de l'Est où les salaires sont encore plus faibles qu'ici.

Depuis des années, la direction a organisé la concurrence entre les salariés du site, en profitant des différences de statut. Le résultat aujourd'hui, c'est que les ouvriers embauchés par l'entreprise en CDI, même qualifiés, sont payés au smic. Et, pour la plupart des sous-traitants, la semaine de travail va bien au-delà des 35 heures, souvent 48 heures, voire plus.

Cela n'a pas été sans provoquer des réactions de la part des travailleurs. En tant que délégué du



QUEST FRANCE

personnel, j'ai participé à de nombreux conflits sur le site, souvent avec des sous-traitants. Lutte pour des augmentations de salaire, pour que les salaires soient payés, lutte contre les licenciements. Il y a eu aussi des réactions de contestation et des débrayages sur les conditions de travail, qui restent très difficiles sur ce chantier. Les travailleurs y sont exposés directement aux intempéries, aux fumées de soudure et autres émanations de produits toxiques. L'accident mortel survenu le 28 février en pleine nuit, dans un atelier où l'on fabrique 24 heures sur 24 des tronçons de navire pour un salaire dérisoire, témoigne de la réalité de ces conditions de travail.

La situation locale de l'industrie et des travailleurs

illustre ce que nous affirmons dans cette campagne. Les capitalistes et les travailleurs ont des intérêts totalement opposés. Car, tandis que les industriels de la région ont tous un carnet de commandes archi-plein pour des années et que les chaînes de montage ou les chantiers tournent à plein, eh bien la pauvreté se développe sur la ville, comme en témoignent l'ensemble des associations qui viennent au secours des plus démunis. Car la prospérité des industriels se nourrit de l'exploitation de plus en plus féroce de tous les travailleurs.

Notre candidature exprime cette réalité et permet de sanctionner tous ces politiciens locaux dont les partis se succèdent au gouvernement pour y mener des politiques antiouvrières.»

## Estelle Jaquet, enseignante, candidate à Nice

« Tête de la liste Lutte ouvrière à Nice, je suis enseignante en lycée professionnel depuis plus de vingt-cinq ans. Venant de Drancy, en Seine Saint-Denis, je n'ai pas été dépay-sée. Contrairement à ce que certains pensent, Nice est loin de n'être qu'une ville de riches.

La liste que je conduis comprend des travailleurs de tous les secteurs, du bâtiment au transport en passant par l'industrie, l'éducation, la santé et tous les services à la personne. Car Nice est bien une ville touristique, qui fait même plutôt dans le tourisme de luxe. Mais, pour construire les hôtels, les restaurants et pour les faire tourner, il faut des milliers de travailleuses et de travailleurs, dont les conditions sont très souvent précaires. Employés parfois seulement pour la saison ou pour un chantier, ils sont toujours mal payés. Beaucoup subissent le chômage,



Q

dont le taux est plus élevé que la moyenne nationale.

Nice compte des dizaines de milliers de pauvres, alors que les logements sont les plus chers du pays après ceux de la région parisienne. Et pourtant les logements vacants ne manquent pas, sans parler des milliers de résidences secondaires ou des dizaines d'hôtels de luxe. La solution à la question du logement ne pourra venir que d'une mobilisation des travailleurs, quand ils seront assez forts pour imposer la réquisition des

logements vacants et la construction de logements décents pour tous.

Je me présente pour faire entendre la voix de tous ces travailleurs et travailleuses du rang qui subissent, comme dans tout le pays, la dégradation de leurs conditions de travail et d'existence; et pour dire que ce sera par leur mobilisation que nous pourrons remettre en cause, dans la ville comme à l'échelle du pays, le pouvoir de nuisance des capitalistes sur toute la société.»

## Réunions publiques de Lutte ouvrière

- Rives**  
6 mars à 18 h 30  
Centre social municipal
- Chelles**  
6 mars à 20 heures  
Salle de l'Ilette
- Draveil**  
6 mars à 19 heures  
Salle Guégan
- Orléans**  
7 mars à 15 heures  
Salle des Chats-Ferrés
- Bourg-en-Bresse**  
7 mars à 17 h 30  
Maison des associations
- Ambérieu-en-Bugey**  
7 mars à 17 h 30  
Maison des sociétés
- Nancy**  
7 mars à 10 h 30  
Salle Léon-Adler
- Metz**  
7 mars à 11 heures  
Salle des Coquelicots
- Héricourt**  
7 mars à 14 heures  
Maison des associations
- Arras**  
7 mars à 18 h 30  
Salle de l'Abbé-Lemire
- Thionville**  
8 mars à 16 heures  
Salle du Manège
- Toulouse**  
9 mars à 18 heures  
Maison de la citoyenneté Nord
- La Rochelle**  
9 mars à 19 h 30  
Salle Amos-Boulot
- Mérignac**  
9 mars à 18 h 30  
École Jules-Ferry
- Tarbes**  
9 mars à 18 heures  
Ferme Fould
- Chaumont**  
10 mars à 18 heures  
Espace Robert-Genest
- Saint-Jacques-de-la-Lande**  
10 mars à 20 h 15  
EPI Condorcet
- La Roche-sur-Yon**  
10 mars à 20 heures  
Maison de quartier des Pyramides
- Vitry-le-François**  
10 mars à 18 heures  
Espace Lucien-Herr
- Choisy-le-Roi**  
10 mars à 18 h 30  
Salle Ambroise-Croizat
- Saint-Saulve**  
10 mars à 18 h 30  
Salle des fêtes
- Cholet**  
11 mars à 18 h 30  
Salle de la Bruyère
- Dieppe**  
11 mars à 18 h 30  
Salle annexe de la mairie
- Le Mans**  
11 mars à 18 h 30  
Salle Renée-Auduc
- Châtelleraut**  
11 mars à 18 h 30  
Salle de la Gornière
- Grenoble**  
11 mars à 19 heures  
MJC Prémol
- Saint-Martin-le-Vinoux**  
11 mars à 18 h 30  
Salle Hubert-Dubedout

- Ramonville-Saint-Agne**  
11 mars à 19 heures  
Salle Éric-Thomelou
- Lille**  
11 mars à 20 heures  
Salle du gymnase
- Reims**  
11 mars à 20 h 30  
Salle François-Mauriac
- Trappes**  
11 mars à 19 heures  
Salle Pablo-Picasso
- Clermont-Ferrand**  
12 mars à 18 h 30  
Salle Duclos
- Vesoul**  
12 mars à 18 heures  
Maison des associations
- Bègles**  
12 mars à 19 heures  
Salle Mussonville
- Cugnax**  
12 mars à 18 h 15  
Salle René-Cassin
- Limoges**  
12 mars à 19 h 30  
Espace Marcel-Detaille
- Caen**  
12 mars à 18 h 30  
Maison de quartier de la Guérinière
- Strasbourg**  
12 mars à 19 heures  
Maison des associations
- Annecy**  
12 mars à 18 h 30  
Salle des Clarisses
- Chambéry**  
12 mars à 18 h 30  
Salle René-Rey
- Melun**  
12 mars à 19 h 30  
Espace Saint-Jean
- Paris 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup>**  
12 mars à 18 h 30  
École élémentaire 109, avenue Parmentier
- Amiens**  
12 mars à 18 h 30  
Salle Dewailly

## Meetings

### Paris

**Avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier**

**Samedi 7 mars à 16 heures**

Palais de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor  
Métro Maubert-Mutualité

### Lyon

**Avec Nathalie Arthaud et Olivier Minoux**

**Mercredi 11 mars à 19h30**

Centre culturel de Villeurbanne  
234, cours Émile-Zola  
Métro Flachet

**Le site de campagne :** <https://www.lutte-ouvriere.org/municipales/>

- les communes
- les réunions publiques et les meetings
- les émissions
- comment nous contacter



# Coronavirus : précautions sanitaires et impératifs économiques

**Les précautions sanitaires prises pour freiner l'épidémie du coronavirus ne font pas, et ne peuvent pas faire, bon ménage avec une société qui a pour seule boussole le profit.**

Le 28 février, les autorités sanitaires annonçaient que l'épidémie était au stade 2, c'est-à-dire un stade où le virus n'atteint plus seulement des patients isolés, comme c'est le cas au stade 1, mais des groupes de

personnes.

Si au stade 1 il fallait freiner l'arrivée du virus dans le pays en confinant les personnes revenant de zones à risque, au stade 2 il faut désormais isoler les groupes atteints, pour limiter la

diffusion du virus à partir de ces foyers. Tous les rassemblements ont ainsi été interdits autour de quelques communes de l'Oise, de la Haute-Savoie, et du Morbihan... jusqu'à présent.

Dans ces secteurs, les établissements scolaires ont été fermés, de même que les cinémas, les piscines, les centres de sport... Les marchés ont été supprimés et les habitants priés de limiter leurs déplacements. On a ainsi vu les commerçants d'un marché, priés par la maréchaussée de replier leur étal, furieux de devoir remballer, inquiets surtout du manque à gagner. Car, si les autorités sanitaires ont mis en place des stratégies pour barrer la route au virus, rien n'a été prévu pour indemniser ceux dont cela empêche l'activité.

On a vu aussi de grands

centres commerciaux ouverts, à proximité d'un marché fermé d'autorité. Évidemment, il faut bien pouvoir acheter de quoi se nourrir, mais peut-être aussi les patrons de la grande distribution ont-ils su négocier une ouverture et le choix n'a-t-il aucun sens du point de vue de la lutte contre l'épidémie.

Entre la logique de la lutte contre la propagation d'un virus et celle du maintien de l'activité économique, il y a évidemment un hiatus. Mais, même si l'activité économique concerne tout le monde, les choix des autorités tiennent évidemment plus compte de l'intérêt des milieux patronaux que de celui des salariés. D'autant plus que dans tous les secteurs, les transports, la finance, l'énergie, la distribution... des patrons en appellent à la mise en place

de plans de continuité d'activité, de plans de survie visant à maintenir la vie des entreprises, c'est-à-dire de ce qui est leur seul objectif: les profits.

Dans tous les secteurs, la nécessité sanitaire de faire barrage au virus pour limiter l'épidémie s'oppose à la préoccupation que le patronat et les actionnaires soient le moins touchés possible. Quant aux travailleurs, pour eux l'inquiétude sanitaire le dispute à l'inquiétude de savoir comment rejoindre le bureau ou l'atelier, pour pouvoir continuer à vivre de leur salaire.

Entre les deux impératifs «la santé d'abord» et «l'intérêt du patronat d'abord», ceux qui dirigent cette société choisissent toujours le second.

**Sophie Gargan**



## Le capitalisme, une maladie incurable

**Mardi 3 mars, les ministres de l'Économie et les banquiers centraux du G7 – les pays les plus riches de la planète – se sont « réunis » au téléphone pour coordonner leur action, après une semaine marquée par l'épidémie du coronavirus et ses conséquences. Et, parmi celles-ci, le fait que depuis fin février les principales Bourses mondiales se sont mises à tousser sérieusement.**

« L'atelier du monde » chinois ne tourne plus qu'au ralenti, ce qui, un peu partout et pas seulement dans la branche des nouvelles technologies, freine la production, les approvisionnements, les ventes. Le tourisme mondial ralentit fortement par crainte de la contagion, ce qui a des répercussions sur toutes les compagnies aériennes et, par contrecoup, sur l'industrie aéronautique – l'ensemble perdrait ainsi un milliard d'euros par mois rien que dans l'Union européenne, selon la Commission de Bruxelles. Et il y a l'anticipation, par les financiers du monde entier, des conséquences que tout cela pourrait avoir sur les marchés, sur cette « économie casino » qui est le fond du capitalisme actuel.

Tout cela a fait que, de New York à Francfort, Londres, Tokyo et Paris, 6 000 milliards de dollars de capitalisation boursière, répartis sur de nombreux secteurs économiques, se sont évaporés en quelques jours. Ce recul, comme le monde n'en a pas connu

depuis la grande crise de 2008, efface d'un coup les gains qu'avaient réalisés les Bourses en 2019, une année exceptionnelle pour les actionnaires.

La glissade va-t-elle continuer, se transformer en plongeon et entraîner une nouvelle crise mondiale? Nul ne le sait. Mais la crainte que cela se produise transparaît dans les anticipations à la baisse de très nombreux spéculateurs dans le monde – avec au premier rang les multinationales, qui se demandent comment la situation, donc leurs profits, vont évoluer. L'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique) vient aussi de lancer un cri d'alarme, en faisant savoir que la croissance mondiale, qu'elle estimait à 3% pour 2020, ne sera que de 2,4%, voire de 1,5% si la crise sanitaire se poursuit. S'y ajouterait, selon elle, un risque de récession dans les pays économiquement les plus développés: États-Unis, Japon, États de la zone euro.

Se voulant rassurantes, les banques centrales se



disent prêtes, telle la Banque centrale européenne, à agir pour éviter que la situation ne s'emballe. En l'occurrence, il s'agit d'abaisser les taux – déjà proches de zéro – auxquels elles prêtent aux États et aux grands groupes, afin de stimuler la reprise des affaires. Mais, avant même que la Fed soit la première à le faire aux États-Unis, banques et sociétés d'assurances se sont alarmées d'une telle médication. À les en croire, elle pourrait ébranler leur situation, en réduisant leurs marges sur les crédits alors même qu'elles voient fortement augmenter le nombre des créances douteuses sur leurs entreprises clientes. Et, tout comme les compagnies aériennes, Air France en tête, ont saisi le prétexte du coronavirus pour annoncer des milliers de nouvelles suppressions d'emplois, les banques annoncent qu'elles vont continuer à en supprimer en grand.

Le coronavirus a eu un rôle déclencheur dans la

tempête boursière. Mais il agit là comme un révélateur de l'état de l'économie mondiale. Une économie en crise tantôt larvée, tantôt aiguë, depuis des décennies, sans que les tenants du système capitaliste y puissent rien, sinon naviguer à vue, en présentant bien sûr aux classes laborieuses la note des convulsions de leur

système destructeur de richesses, socialement injuste et malade.

On trouvera peut-être un vaccin contre le coronavirus. Contre le virus du profit capitaliste, on sait déjà qu'il n'y en a pas. Cette maladie étant incurable, euthanasier ce système rendrait service à toute l'humanité.

**Pierre Laffitte**

## Il y a les coureurs et il y a les profiteurs

Samedi 29 février, le gouvernement a annulé le semi-marathon de Paris qui devait se tenir le lendemain. Les 44 000 coureurs inscrits, originaires de 99 pays différents, sont forcément déçus. Mais l'entreprise organisatrice, ASO, n'a pas perdu la boussole... du profit. Elle n'a pas annulé l'épreuve, mais l'a reportée à une date ultérieure. Une

formule qui permet de ne pas rembourser les coureurs.

Ceux-ci ont parfois déboursé 65 euros pour la seule inscription, et pour beaucoup n'auront pas la possibilité de se payer un nouveau déplacement à Paris. Ils sont doublement perdants, alors qu'ASO sauve sa recette.

Le virus du profit court vite, on ne l'arrête pas comme ça!



# Coronavirus : un système de santé sans grandes défenses

**Avec le développement de l'épidémie de coronavirus à l'échelle de tout le pays, hypothèse qu'on ne peut plus écarter, des malades de plus en plus nombreux, faute d'être reçus par leur médecin généraliste débordé, ou bien décidés à bénéficier du test de dépistage, viennent directement à l'hôpital, dont les capacités d'accueil ne sont pas extensibles.**

C'est d'ailleurs déjà parmi le personnel hospitalier que des cas de contamination ont été découverts, comme à l'hôpital Tenon à Paris où 56 salariés ont été placés en quatorzaine dans un premier temps, ce qui a obligé l'hôpital à réduire la voilure, comme le dit un responsable. Un médecin du service d'infectiologie de l'hôpital Bichat a aussi déclaré : « On rentre dans le dur. Tous les ans la grippe saisonnière fait tanguer le navire des hôpitaux... Là,

ça va être la tempête. » Il sait de quoi il parle, car les hôpitaux sont au bord de l'asphyxie et incapables de faire face à un afflux de malades. On y manque de tout, de lits, de personnel et de moyens financiers.

Il y a quelques semaines, plusieurs centaines de chefs de service avaient démissionné de leurs fonctions administratives pour dénoncer des années d'économies déraisonnables et inadaptées. Et dès maintenant, alors que le nombre de cas recensés

est encore faible, c'est déjà le bazar, dit un médecin de l'hôpital Saint-Louis, placé face à cette double crise à gérer, celle de l'hôpital et celle du coronavirus.

Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique des Hôpitaux de Paris (AP-HP), s'offusque de ce terme de « bazar » et prétend que l'hôpital public est en ordre de marche. Mais la première mesure qu'il a prise, à l'annonce du passage au stade 2, a été de décider que les hôpitaux parisiens ne s'occuperont que des patients infectés les plus gravement atteints, les autres devant retourner chez eux et être suivis par leur généraliste. C'est avouer dès maintenant, malgré le nombre encore



LA FORCE DU HAINAUT-CAMBRESIS

faible de malades, qu'il n'y a pas assez de lits pour les hospitaliser tous, ce qui serait une meilleure façon de limiter la contagion. Et qui peut croire qu'il y aura assez de médecins généralistes pour soigner des patients à domicile ?

Tout cela ressemble plus à des mesures à la sauvette, qui pour certaines frisent la non-assistance à personne

en danger. Là où il aurait fallu des moyens toujours plus importants, depuis des années les gouvernements de tout bord ont pris dans les budgets de la Santé pour se donner les moyens de remplir les coffres du grand patronat. Aujourd'hui, le risque est d'en faire payer lourdement les conséquences à toute la population.

**Cédric Duval**

## Samu 92 : pourvu que le virus ne soit pas trop dangereux !

**Au Samu 92, à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches dans les Hauts-de-Seine, depuis plusieurs semaines le personnel est débordé par les appels liés au coronavirus. Ils entraînent actuellement une hausse d'activité d'environ 20 %.**

En temps dit normal, les auxiliaires de régulation médicale (ARM) sont déjà en nombre insuffisant et les effectifs nécessaires ne sont atteints qu'en recourant aux heures supplémentaires. Comme dans bien d'autres services hospitaliers, cette situation est dénoncée depuis des mois, mais rien de significatif n'a changé. Pour cette crise, le service n'a reçu aucun renfort. La régulation médicale est bien aidée par les internes, étudiants en fin d'études de médecine, ou par des médecins qui font des heures supplémentaires ou laissent de côté d'autres tâches. Pour les ARM, il n'y a guère de possibilité d'augmenter les effectifs quotidiens.

Le résultat est qu'il est impossible de prendre le temps de répondre correctement à tous les appels. Certains jours, les questions des patients les moins graves sont renvoyées vers le numéro vert mis en place par le gouvernement, alors que celui-là, débordé également, les renvoie vers l'hôpital Poincaré. Chacun termine ses périodes de travail épuisé et avec l'impression

d'avoir été peu efficace.

Quant à l'activité à bord des ambulances, la situation n'est pas plus brillante. Les ambulanciers sont en lutte depuis des mois pour le paiement de leurs heures supplémentaires, devenues pratiquement obligatoires. Il est impensable dans ces conditions d'organiser des équipes en plus. Même si jusqu'à présent un ou deux transports par jour seulement sont liés au coronavirus, c'est une surcharge de travail importante, car il faut les faire avec des tenues de protection et désinfecter les ambulances. Côté matériel, les ambulanciers vont également au-devant de difficultés, puisqu'ils doivent déjà économiser le gel hydroalcoolique, indispensable pour désinfecter les mains.

Personne ne peut prévoir quelle ampleur va prendre la maladie liée au Covid-19. On peut juste dire que, sans moyens supplémentaires en urgence, les services existants ne pourront faire face correctement à son aggravation.

**Correspondant LO**

## Hôpital de Creil : la Réanimation totalement fermée

**Après l'annonce, mercredi 26 février, du décès d'un patient venant de Crépy-en-Valois et hospitalisé six jours à l'hôpital de Creil au sein du service de réanimation, les autorités ont pris un certain nombre de mesures. En tout premier lieu, elles ont annoncé que le plan Blanc était activé sur l'hôpital, en même temps que le renvoi dans leur foyer d'une centaine de salariés travaillant en permanence ou partiellement dans le service de réanimation.**

Ce plan Blanc doit permettre, en théorie, de mobiliser largement le personnel soignant afin d'avoir des effectifs supplémentaires en remplacement, pour assurer la continuité des soins aux patients. Mais il est resté sans effet sur l'hôpital car, depuis des années, les effectifs et les moyens y ont été taillés en pièces de façon continue, dans le cadre de la politique de restriction

drastique mise en œuvre par les divers gouvernements. Les fermetures de services, de lits, les réductions de personnel, les restrictions en tout genre se sont succédées.

Du coup, ce qui a été décrété est la fermeture totale pour deux semaines du service de réanimation devant traiter les cas les plus graves : infarctus, AVC, embolies, et toutes les

pathologies réclamant des soins intensifs en urgence absolue. L'hôpital était pourtant, en théorie, classé pour ces interventions comme hôpital pivot pour la plus grande partie du département de l'Oise. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le malade du coronavirus arrivé à l'hôpital de Compiègne avait immédiatement été redirigé vers celui de Creil, avant d'y décéder.

Un service vital pour la prise en charge des besoins de soins de la population ne fonctionne donc plus, les malades doivent être redirigés vers Beauvais, la région parisienne ou Amiens. Cela s'appelle répartir la misère... des hôpitaux.

**Correspondant LO**



COURRIER PICARD

L'hôpital de Creil.



## Moyen-Orient: affrontement turco-syrien

**La bataille pour contrôler la région d'Idlib en Syrie se transforme en un affrontement direct entre la Turquie d'Erdogan et le régime de Bachar el-Assad, soutenu par la Russie.**

Le 27 février, un raid aérien du régime syrien a tué 34 soldats turcs. En représailles, l'armée turque a envoyé des drones et des missiles, tuant plus d'une centaine de combattants pro-syriens, dont des miliciens du Hezbollah libanais et d'autres appointés par l'Iran. Pour empêcher le régime syrien de reprendre le contrôle de cette région, l'armée turque ne se contente plus de soutenir ses alliés locaux, les milices Hayat Tahrir al-Cham, ancienne branche syrienne d'al-Qaïda. Elle intervient avec ses propres troupes et ses propres armes.

Ce faisant, l'armée turque est aussi confrontée aux militaires russes qui contrôlent l'espace aérien syrien. La Turquie étant membre de l'Otan, Erdogan exerce un chantage sur les dirigeants européens pour obtenir leur soutien. Il a ouvert sa frontière avec la Grèce, encourageant les réfugiés accueillis sur son territoire à partir vers l'Europe de l'Ouest.

Depuis plusieurs années, les différentes puissances régionales, la Turquie, l'Iran ou

l'Arabie saoudite sont intervenues en Syrie par le biais de milices de plus en plus dominées par des combattants djihadistes, avec la protection plus ou moins ouverte de grandes puissances espérant abattre le régime syrien. Face au chaos créé, c'est finalement le régime syrien qui a remporté la bataille avec l'appui militaire de la Russie. Voulant maintenant rétablir son contrôle sur tout son territoire, il veut réduire la poche d'Idlib, où se sont concentrées les milices djihadistes chassées du reste du pays.

Le régime turc, lui, voudrait camoufler cet échec de sa politique en continuant de protéger ces milices, quitte à y sacrifier quelques soldats. Quant à la Russie, après que ses troupes ont bombardé les troupes turques, elle a laissé la Turquie riposter à la Syrie; le temps que Poutine rencontre Erdogan pour négocier un nouvel équilibre et renforcer ainsi son rôle d'arbitre, encore plus évident depuis que les États-Unis ont lâché les Kurdes syriens.

Les dirigeants européens

ne sont pas moins cyniques. En plus de leurs responsabilités écrasantes, récentes et anciennes, dans le chaos syrien, ils sont prêts à beaucoup d'ignominies pour éviter l'afflux de réfugiés vers l'Europe.

La principale victime d'une décennie de guerre est la population syrienne, déplacée par millions dans des camps de réfugiés, en Syrie, en Turquie, en Jordanie ou au Liban. Celle de la région d'Idlib subit de plein fouet cette nouvelle bataille. Plus d'un million d'habitants ont été jetés sur les routes, refoulés à la frontière turco-syrienne, empêchés de trouver un havre quelque part. Plusieurs millions de réfugiés plus anciens, entassés dans les camps de part et d'autre de la frontière turque, manquent de nourriture, de moyens de chauffage, de soins. Sans espoir en Turquie, manipulés par Erdogan, victimes de passeurs sans scrupule, des dizaines de milliers de réfugiés sont prêts à tout pour passer en Grèce ou en Bulgarie, où la police aux frontières de ces pays membres de l'Union européenne les repousse.

Ce qui se passe aujourd'hui aux frontières de la Turquie, de la Syrie mais



Des réfugiés près d'Idlib.

aussi de l'Union européenne n'est qu'un épisode de plus dans une guerre qui ensanglante la région depuis des années et qui se solde déjà par la destruction de pays entiers. La division du Moyen-Orient en États rivaux, les manœuvres des grandes puissances pour en contrôler les ressources, ont abouti à cette série de conflits qui

semblent inextricables et menacent à tout moment de s'élargir. Le sort tragique des Syriens ou des Irakiens pourrait devenir celui de bien d'autres populations, si le système impérialiste, qui a mené à ce chaos pouvant déboucher sur une guerre généralisée, continue à se maintenir.

**Xavier Lachau**

## Turquie: Erdogan discrédité

**Comme toujours, le gouvernement turc d'Erdogan se montre d'autant plus agressif à l'extérieur qu'il est discrédité à l'intérieur. Mais il n'est pas sûr que ses actions militaires en Syrie et son appui aux groupes djihadistes, s'ajoutant à l'envoi de soldats en Libye et au chantage à destination des dirigeants européens, suffisent à restaurer son crédit.**

Aux élections municipales de mars 2019, le parti AKP d'Erdogan a perdu la plupart des grandes villes, dont Istanbul et Ankara. Les couches populaires, dont une partie l'a longtemps soutenu, subissent durement les effets de la crise économique. L'inflation est officiellement de 12% l'an, mais en réalité leur pouvoir d'achat s'effondre bien plus vite. De nombreuses petites entreprises, faute de clients, mettent la clé sous la porte et leurs salariés à la rue. La presse estime que plus de 5 millions de personnes sont endettées au point de ne plus joindre les deux bouts ni rembourser leurs dettes ou payer leurs crédits. Le nombre de ceux qui sont désespérés par leur situation au point de se suicider augmente: on

compterait en moyenne huit suicides par jour. La presse a également parlé de cet ouvrier du bâtiment qui, n'arrivant plus à nourrir sa famille, s'est immolé en public.

En février, l'État a lancé la construction de quatre nouvelles prisons. Car, pour se maintenir, le régime a besoin de pouvoir continuer la répression et les arrestations, y compris parfois contre l'avis des juges. Par exemple le 18 février, l'homme d'affaires Osman Kavala, connu comme opposant à Erdogan et en prison depuis plusieurs années sous des accusations mensongères, a été acquitté par les juges. Mais, avant même de quitter la prison, il a de nouveau été arrêté sur ordre d'Erdogan. Les juges l'ayant acquitté sont désormais à



Un des projets de nouvelle prison.

leur tour la cible de la justice.

Mais Erdogan lui-même est de plus en plus isolé sur le plan politique. Ses anciens compagnons de route les plus proches, comme l'ex-président de la République Gül ou l'ex-ministre Davutoglu, ou encore l'ex-ministre des Finances et de l'Économie. Babacan, s'en sont écartés et préparent leurs propres partis pour une alternance. On parle aussi régulièrement d'un possible coup d'État.

En fait, le nouvel entourage d'Erdogan est surtout

constitué par l'extrême droite et les néo-ottomans qui rêvent de reconstituer l'Empire des sultans. On retrouve leur inspiration dans les aventures extérieures d'Erdogan, dont les discours guerriers ne parviennent guère à cacher qu'elles n'ont conduit qu'à des échecs. Sur le plan extérieur, il a surtout montré qu'il ne pouvait être un allié fiable pour personne, qu'il s'agisse des différents pays arabes ou de la Russie, des États-Unis ou des États européens. Tous,

pour leurs propres raisons, aimeraient bien le voir céder la place.

Mais pour l'instant Erdogan continue sa fuite en avant. Elle ne lui permettra pas de reconstituer l'Empire ottoman, car la Turquie n'en a évidemment pas les moyens. Mais, outre rendre déjà la situation invivable pour la population turque, elle peut aussi contribuer largement à incendier une région aussi inflammable que le Moyen-Orient.

**Julien Silva**



## Inde: diviser et assassiner pour régner

Entre le 23 et le 26 février, des bandes de nationalistes religieux hindous ont ravagé les quartiers musulmans de la capitale indienne, Delhi.

Quand l'armée a fini par intervenir, après avoir détourné le regard trois jours durant, c'est pour isoler des quartiers dévastés, faire évacuer des milliers de blessés vers les hôpitaux, permettre de compter les morts. On en dénombre à ce jour 45, mais il reste probablement des corps dans les décombres et les cours d'eau.

Ce véritable pogrome est la conséquence directe de la politique du gouvernement nationaliste du Premier ministre, Modi. Son parti, le BJP, doté d'une milice qui fait profession de terroriser, voire d'assassiner les musulmans, a conquis le pouvoir en cultivant la haine de la minorité musulmane, 200 millions d'individus sur le 1,3 milliard que compte l'Inde. Il ne s'agit pas seulement de propagande orale ou électorale: lorsque Modi était gouverneur de l'État de Gujarat, des émeutes antimusulmans y firent des centaines de morts, peut-être 2 000, entre mars et juin 2002. Modi condamna mollement les violences, mais tout montrait que son parti en était l'inspirateur.

Arrivé au pouvoir en 2014, Modi a été réélu en mai 2019

sur un programme de fuite en avant nationaliste. Depuis l'été dernier son gouvernement promet, pour la première fois depuis l'indépendance de 1947, des lois fondées sur la religion et visant à transformer les musulmans en citoyens de seconde zone, voire en non-citoyens. L'État met en place un registre de population, sur lequel les habitants doivent se faire inscrire en prouvant leur nationalité indienne. Ceux qui ne peuvent pas le faire faute de papiers, et ils sont extrêmement nombreux dans ce cas, doivent demander à acquérir la qualité de citoyen indien. Or une deuxième loi rend cette acquisition quasi automatique pour tous, à condition de ne pas être musulman. Le problème se pose avant tout dans les régions frontalières, où résident, parfois depuis des dizaines d'années, des familles venues du Pakistan, du Bangladesh, d'Afghanistan. Mais il se posera aussi, à terme, pour des populations musulmanes qui n'ont jamais vécu ailleurs qu'en Inde, depuis aussi longtemps qu'on se souvienne.

Cet arsenal législatif a

soulevé de nombreuses protestations. Elles ne viennent pas seulement des musulmans sans papiers directement visés, ni même des musulmans en général, mais aussi de tous ceux qui refusent qu'on divise le pays suivant des critères religieux. Le gouvernement a fait donner la police et les milices nationalistes contre les manifestants, contre des femmes qui occupent une rue à Delhi, contre les étudiants qui protestent à l'université, etc.

Le conflit a pris un tour aigu, durant la campagne électorale en vue du renouvellement du gouvernement de la région capitale, le 8 février. Le parti au pouvoir, dans l'opposition à Delhi, voulait inaugurer par une victoire la série des élections régionales prévues pour l'année qui vient, en recourant pour cela à sa tactique habituelle, consistant à attiser et organiser la haine antimusulmans. Mais, malgré la démagogie nationaliste et le flot d'injures racistes déversées par le BJP, au point que les tribunaux ont interdit de parole certains de ses représentants, le gouverneur sortant a été réélu et sa politique non discriminatoire approuvée. Mais la machine était lancée et, quand le pogrome a éclaté le 23 février, Modi et son



DANISH SADDIQI

Un commerce brûlé à New Delhi.

ministre de l'Intérieur ont eu encore la même attitude. Ils ont déploré les événements dans des paroles à l'attention de ceux qui veulent bien les croire, notamment à l'étranger, mais ils ont montré leur base qu'ils soutiennent les assassins.

Cette façon de prendre et de conserver le pouvoir a bien des précédents et des équivalents. Elle montre, avec un peu d'avance sur l'Europe d'aujourd'hui et un peu de retard sur celle d'hier, où peut conduire le racisme d'État. Le gouvernement Modi n'en conserve pas moins le soutien de tous les grands pays capitalistes

et l'Inde est toujours présentée comme « la plus grande démocratie du monde » par les diplomates. Trump, par exemple, en visite dans le pays au moment des pogromes, n'en a pas dit un mot mais a serré Modi sur son cœur et son portefeuille.

Le fait est que le principal groupe industriel et financier indien, le groupe Tata, soutient Modi, que l'armée indienne s'équipe entre autres chez Dassault et que tout le gratin des trusts mondiaux a pignon sur rue dans le pays, pour exploiter la misère. Et c'est bien tout ce qui compte pour les grands de ce monde.

Paul Galois

## Afghanistan: un accord qui ne mettra pas fin à la guerre

Plus de dix-huit ans après l'intervention américaine en Afghanistan, les dirigeants des États-Unis ne peuvent que contester qu'ils se sont embourbés dans une guerre sans issue et tentent de s'en retirer.

Ils ont annoncé le 29 février avoir trouvé un terrain d'entente avec les islamistes talibans qui entretiennent la guérilla dans le pays.

Cet accord, négocié depuis des mois dans l'ombre, s'est conclu dans le dos du gouvernement afghan; un gouvernement mis en place par Washington, qui ne tient que grâce à la protection de l'armée américaine et ne gouverne vraiment que la capitale, Kaboul, et ses environs proches.

Pour autant, ce gouvernement n'acceptera sans doute pas d'être ainsi sacrifié et de laisser la place. Quant aux talibans, rien ne dit non plus qu'ils soient prêts à respecter un cessez-le-feu. Il n'est donc pas du tout sûr que les troupes américaines se retireront vraiment dans quatorze mois comme le prévoit l'accord.

Quoi qu'il en soit, elles

laisseront derrière elles un pays dévasté. Venant après des années de guerre civile, l'intervention des États-Unis, menée avec l'aide de l'armée française de 2001 à 2014, au nom de la lutte contre le terrorisme, n'a fait qu'ajouter son lot de destructions. Des centaines de milliers de morts, sept millions de réfugiés sont le tragique bilan humain de cette intervention.

Pendant toutes ces années, l'Afghanistan a été un terrain d'expérimentation pour les généraux occidentaux qui ont testé des bombes ultra-puissantes ou des drones tueurs, et pour les services de renseignement qui y ont pratiqué la torture.

Les présidents américains, Bush, Obama puis Trump, ont mené cette guerre en y consacrant 2 000 milliards de dollars. Cette somme pharamineuse, plus de cinq fois

le produit intérieur brut afghan certaines années, a été engloutie dans cette aventure, mais pas perdue par tout le monde. Les fabricants d'armes américains ont bénéficié de marchés très intéressants. Ces dollars ont aussi corrompu la société afghane, aboutissant à financer les seigneurs de guerre et

la production de drogue.

L'impérialisme américain espère que cet accord de « paix » lui permettra de sortir du borbier afghan. Après des années où ses dirigeants ont prétendu mener la guerre au nom de la démocrate, voire du droit des femmes face à l'obscurantisme, leur retrait revient

à laisser la population aux mains de milices djihadistes que toutes leurs interventions ont aidé à grossir, dans un pays détruit, à l'économie chaotique.

C'est pour toute la société afghane un terrible recul, que la population continuera de payer encore longtemps.

Lucien Déroit



OMAR SOBHANI

Instructeur américain formant des soldats afghans.



## 8 mars : manifestons pour les droits des femmes !

Trente organisations, parmi lesquelles des organisations féministes et syndicales, appellent à manifester dimanche 8 mars pour la journée de lutte pour les droits des femmes du monde entier.

Le haut conseil à l'Égalité constate une hausse de 46 % des plaintes pour harcèlement sexuel. Selon l'Ifop, 11 % des femmes révèlent avoir eu un rapport sexuel forcé dans le cadre professionnel, tandis que 80 % font état d'attitudes

ou de décisions sexistes dans les entreprises. Dans le même temps, les femmes sont toujours les premières victimes du chômage, des temps partiels imposés et du travail précaire. Selon l'Insee, elles continuent de toucher des salaires inférieurs de 18,5 % à ceux des hommes.

Et, comme le soulignent les organisateurs de la manifestation dans leur appel, l'attaque du gouvernement contre les retraites pénalisera particulièrement les

femmes.

Quant aux droits fondamentaux à pouvoir disposer librement de son corps et de sa sexualité, ils sont de plus en plus menacés par les politiques d'économies budgétaires, quand ils ne sont pas purement et simplement remis en cause dans de nombreux pays.

Le combat pour l'émancipation des femmes fait partie intégrante du combat pour une société débarrassée de l'exploitation capitaliste.

## Échelle des salaires



**Lutte ouvrière s'associe aux manifestations du 8 mars et en particulier à celle qui partira, à Paris, de la place d'Italie à 14 heures.**

## Une journée internationale

**En 1977, les Nations unies, prenant acte d'une forte mobilisation des femmes dans le monde, ont proposé que le 8 mars devienne la journée internationale des femmes. À l'origine, cette date n'émanait pas de ces salons, mais des révolutionnaires.**

ses premiers pas, car les réunions socialistes étaient composées presque uniquement d'hommes. Il fallait du courage pour oser s'y exprimer.

En Allemagne, la loi ne facilitait pas les choses puisque, jusqu'en 1908, elle interdisait aux femmes de participer à des réunions politiques avec des hommes, et même entre elles. Les femmes les plus engagées durent user de stratagèmes pour se réunir et tromper la surveillance policière. Cela explique aussi, en partie, pourquoi les socialistes se dotèrent d'une presse spécifique destinée aux femmes, et d'abord aux travailleuses.

Clara Zetkin est parfois présentée par les médias d'aujourd'hui comme une journaliste féministe. Journaliste, défenseuse des droits des femmes, elle l'était, mais elle était surtout une militante socialiste. En 1891, elle prit la tête d'une publication de la social-démocratie allemande, *L'Égalité (Gleichheit)*, qui défendait les droits des femmes mais aussi la perspective révolutionnaire internationaliste. Cette publication avait 400 lecteurs à ses débuts et 125 000 de plus en 1914. Entre 1882 et 1907, le nombre des ouvrières en Allemagne avait triplé, passant de 500 000 à 1,5 million.

Le Parti socialiste allemand, le SPD, était porté par les idées de Marx et Engels. Un de ses dirigeants, August Bebel, ancien ouvrier tourneur, y militait contre la misogynie héritée en partie des préjugés de Lassalle, le premier à avoir dirigé l'organisation des travailleurs allemands. En 1879, Bebel publia un ouvrage, *La femme et le socialisme*, qui

se concluait par cette formule : « *l'avenir appartient au socialisme, c'est-à-dire, d'abord, à l'ouvrier et à la femme.* »

En 1907, les militantes de la Deuxième Internationale appelèrent à une première conférence internationale des femmes, à laquelle participèrent cinquante femmes représentant quinze pays. S'y retrouvèrent Clara Zetkin, Rosa Luxemburg pour l'Allemagne, Alexandra Kollontai et Inessa Armand pour la Russie, Madeleine Pelletier pour la France, et même une militante de Bombay, Bhikaji Cama, qui dénonça la domination colonialiste britannique sur l'Inde.

Ces femmes défendaient le droit des travailleuses et dénonçaient les limites des féministes bourgeoises, qui se contentaient de revendiquer le droit de vote, certaines étant prêtes à se contenter du suffrage censitaire pour les seules femmes riches. Les socialistes réclamaient le suffrage universel, mais soulignaient qu'il ne réglerait pas les problèmes de l'exploitation des travailleuses et des travailleurs par le système capitaliste. Pour cela, les femmes, comme les hommes, devaient s'organiser économiquement dans les syndicats et politiquement dans les partis socialistes.

### Les premières journées

En 1910, une seconde conférence des femmes socialistes décida du principe d'une journée internationale pour les droits des femmes, qui serait une manifestation comparable au 1<sup>er</sup> mai ouvrier. Clara Zetkin notait que le

Parti socialiste allemand organisait de plus en plus de femmes. En 1907, il en comptait presque 30 000. En 1908, elles étaient 62 000, car l'interdiction de se réunir avait été levée. Les sections locales du SPD élurent des femmes à des postes de direction. Des cercles d'études formèrent les nouvelles adhérentes. Des centaines de meetings les réunirent. De leur côté, les syndicats ouvriers liés au SPD organisaient 135 000 femmes.

La première journée internationale des femmes eut lieu le 19 mars 1911 à l'appel de l'Internationale socialiste. Un million de femmes y participèrent dans plusieurs pays d'Europe, Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Suisse. Le 8 mars 1914, les ouvrières allemandes manifestaient pour le droit de vote, finalement obtenu en 1918. Le 8 mars 1917, en Russie, la journée des femmes marqua le début de la révolution. Ensuite, le mouvement communiste, né de cette révolution et ayant attiré à lui les meilleurs éléments socialistes, dont Clara Zetkin, fit du 8 mars la journée des droits des femmes, officialisée en Russie soviétique par un décret de Lénine en 1921.

De telles origines sont impossibles à évoquer dans les médias bourgeois d'aujourd'hui, pour qui le capitalisme pourrissant serait un système indépassable. Mais les faits sont têtus. Le mouvement ouvrier révolutionnaire est à l'origine de la journée internationale des femmes car, comme l'expliquait Bebel, « *il ne peut y avoir d'émancipation humaine sans indépendance sociale et égalité des sexes.* » Un objectif qui reste d'actualité.

**Jacques Fontenoy**

ARC



**Heraus mit dem Frauenwahlrecht**

« Manifestons pour le droit de vote des femmes ! »  
Affiche socialiste de 1914 en Allemagne.

La première organisation politique qui mit en avant le principe « à travail égal, salaire égal » fut la Deuxième Internationale ouvrière, en 1889. Les militants et les dirigeants socialistes d'alors étaient des révolutionnaires.

Ils n'aspiraient pas à gérer les affaires de la bourgeoisie mais à mettre fin au capitalisme. C'est en Allemagne qu'ils étaient le mieux organisés, et pourtant c'était là où ils étaient le plus réprimés. Tant que Bismarck fut à la tête de l'État, il mena la vie dure aux socialistes allemands, sans toutefois empêcher

leurs progrès.

### Clara Zetkin militante socialiste

C'est Engels qui poussa une militante allemande, Clara Zetkin, à intervenir au congrès de 1889 pour y défendre les droits des femmes. Ce n'était pas une chose facile. Bien des militants ouvriers avaient des préjugés. Certains socialistes étaient pour la femme au foyer, quand ils ne prétendaient pas que « l'engagement politique des femmes les rendra stériles ». La socialiste autrichienne Adelaide Popp a raconté combien avaient été difficiles



## Nouveau bac : recalé à l'unanimité

**Jeudi 27 février, l'Inspection générale de l'Éducation a rendu un rapport critique sur la réforme du lycée, et en particulier sur la mise en place des E3C qui cristallise la colère des enseignants et des lycéens depuis plus d'un mois.**

Ces épreuves en classe de première comptent pour 30 % dans la note finale du nouveau baccalauréat. L'Inspection générale pointe une série d'inconvénients à tous les niveaux.

Les élèves dénoncent la pression constante de l'évaluation avec les E3C, leurs parents en soulignent la complexité excessive, tandis que les proviseurs se plaignent de la surcharge de travail avec ces examens à organiser en continu. L'Inspection générale constate donc à mots prudents ce que salariés, élèves et parents dénoncent depuis un mois dans leurs mobilisations.

La contestation a d'ailleurs repris dans les académies de la région parisienne ou de Toulouse et Montpellier, où la rentrée a eu lieu le 24 février. Dans la seule région parisienne, le SNES compte 29 lycées

ayant connu des perturbations, blocages, grèves des surveillances, refus de composer.

Au lycée Balzac à Paris, une centaine d'élèves sont ressortis de la salle après avoir déchiré leurs copies d'examen, tant le sujet leur a paru difficile. Bien souvent, quand des professeurs ont refusé de choisir un des sujets prévus par le ministère de l'Éducation, arguant du fait qu'ils n'avaient pas préparé leurs élèves aux thèmes proposés, ce sont les inspecteurs qui les ont choisis, sans tenir compte des progressions des enseignants et parfois de manière punitive.

Dans certains lycées, le déploiement des policiers pour obliger les élèves à rentrer sans bloquer était spectaculaire : au lycée Paul-Éluard à Saint-Denis, où les épreuves avaient été reportées à cause des blocs



Le 3 mars à Paris.

d'avant les vacances, tous les élèves étaient contrôlés et fouillés aux abords du lycée et cela en présence du directeur académique adjoint. À Jacques-Brel à La Courneuve, les élèves ne se sont pas laissés intimider : face à la présence policière, ils ont refusé de rentrer pendant

les deux jours. Seuls deux élèves sont rentrés et... n'ont pas composé !

Mais, même dans les lycées où les épreuves ont eu lieu, cela a été dans la plus grande confusion, avec de nombreux retards dans la distribution des sujets et une triche généralisée.

Dans ces conditions, la satisfaction affichée par le ministre Blanquer est pour le moins ridicule. Lui qui a voulu que les épreuves se tiennent coûte que coûte parvient à démontrer que son bac n'est ni fait ni à faire !

Aline Urbain

## Cantines scolaires : qualité et prix laissent à désirer

**Dans son récent rapport, la Cour des comptes a mis en cause la gestion des cantines par les municipalités. Elle épingle le coût trop important, le manque de qualité et le faible recouvrement des impayés, en même temps que le fait que trop d'enfants de familles défavorisées n'y soient pas inscrits. Le tout sur la base de 80 communes étudiées.**

Dans les écoles primaires et maternelles, les cantines sont à la charge des municipalités, même si cela n'est pas obligatoire. Cependant, la grande majorité des municipalités ont à cœur d'assurer ce service. Avec la modification des normes, elles ont bien souvent dû abandonner une restauration spécifique à chaque école et, dans 40 % des cas, elles ont choisi de faire appel à une société extérieure, pour ne pas avoir à assumer les dépenses de mises aux normes des cuisines.

Les critiques de la Cour des comptes sont contradictoires. Même avec un prix de repas en lien avec la situation familiale, la dépense annuelle pour la cantine reste suffisamment importante pour que les familles renoncent à y inscrire leurs enfants. En moyenne la somme est de 400 euros par an par enfant. Le recours

au privé n'y change rien, au contraire.

Selon la Cour des comptes, les contrats sont déséquilibrés. Ils sont signés le plus souvent avec les quatre groupes majoritaires sur le secteur, Sodexo, Elior, Compass et Api restauration. La rentabilité est assurée en faisant payer les collectivités ou en baissant la qualité, voire les deux. Ces entreprises n'hésitent pas à mentir sur la provenance

des viandes ou celle des légumes dits bio, comme l'ont découvert par exemple des parents d'écoles du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Il arrive qu'elles livrent par exemple des purées pour très jeunes enfants où l'on retrouve des petits objets dangereux.

Pour les familles, la faiblesse de leurs moyens – et des aides qu'elles peuvent percevoir – limite leur recours aux cantines scolaires. Quant à s'assurer de leur qualité, on ne peut faire confiance aux entreprises qui assurent les repas en cherchant à en tirer un profit. Il ne reste aux familles, et aux employés, que le recours d'aller contrôler ce qu'elles font.

Inès Rabah



YANNI MAMBERT

## Parcoursup : la sélection dans l'opacité

**La Cour des comptes vient d'épingler la plateforme Parcoursup mise en place il y a deux ans et censée améliorer le dispositif de sélection dans le supérieur.**

La plateforme précédente avait défrayé la chronique, parce que certaines filières en sureffectif en étaient venues à tirer au sort les bacheliers. Depuis plusieurs années, l'arrivée de nouveaux diplômés dans les études supérieures est un véritable casse-tête, et pour cause ! En raison de la montée démographique, le nombre de nouveaux étudiants grimpe en flèche. Ils étaient près de 36 000 bacheliers supplémentaires en 2018, et 34 400 en 2019, pour des ouvertures de places en nombre bien inférieur dans l'enseignement supérieur. Seules 22 000 places nouvelles ont été financées en 2018, et rien de plus en 2019. Et qui dit nouvelles places ne veut pas dire nouvelles infrastructures : l'État ne construit pas de nouvelles universités, il se contente de pousser les murs. Dans ces conditions, la sélection s'accroît, sans pour autant dire son nom.

La Cour des comptes reproche surtout à Parcoursup son opacité, dénoncée par les enseignants depuis

belle lurette : les rapporteurs réclament de « rendre publics les algorithmes locaux utilisés par les commissions d'examen » et jugent d'ailleurs leurs paramètres souvent contestables. Ainsi, certaines universités retiennent comme critère les lycées d'origine, les élèves des banlieues populaires étant ainsi moins bien classés. Certaines universités réévaluent à la hausse les moyennes des bons lycées de centre-ville, considérant qu'un 12 sur 20 au lycée Louis-Le-Grand à Paris vaut mieux qu'un 16 d'un lycée de banlieue. Dans ces conditions, les rapporteurs réclament de rendre le lycée d'origine anonyme.

Mais, au fond, nul système ne permettra vraiment de restreindre la sélection. Il faudrait pour cela ouvrir le nombre de places nécessaires pour tous les bacheliers et construire le nombre d'universités qui manquent. De cela, il n'est évidemment nullement question aujourd'hui.

A. U.



## Logement : de pire en pire pour les pauvres

Comme chaque année, la fondation Abbé-Pierre a publié son rapport sur l'état du mal-logement en France. Elle y constate une nouvelle fois combien la situation des familles populaires, qui doivent se battre pour avoir un endroit où loger, ne cesse d'empirer.

Quelques tristes records sont encore une fois battus. Il y a celui des expulsions locatives sous la menace de la police, qui se sont chiffrées en 2018 à 15 993, soit 3% de plus qu'en 2017, un chiffre auquel il faudrait ajouter celui de toutes les familles qui n'attendent pas l'arrivée des policiers pour quitter leur logement. Le record des

coupsures d'électricité est lui aussi dépassé : il y en a eu 572 440 en 2018, en augmentation de 4%.

Certaines familles expulsées trouvent ailleurs un abri tout aussi précaire, mais d'autres se retrouvent pour longtemps sans abri, avec pour seul recours un système d'hébergement d'urgence incapable de

faire face. C'est ainsi qu'à Paris 500 à 700 enfants se voient refuser un hébergement chaque soir, et que sur l'ensemble de l'Île de France 20 000 mineurs vivent à l'hôtel dans des conditions précaires.

Dans les grandes villes, les prix des logements explosent sous l'effet de la spéculation immobilière, mais aussi de la politique des élus locaux. Pour les élections municipales, on voit d'ailleurs beaucoup de candidats parler de mixité sociale pour signifier qu'ils souhaitent évincer les pauvres. La loi fixant l'obligation

d'atteindre un certain seuil de logements sociaux, 20 ou 25%, est soit détournée soit ouvertement bafouée malgré les pénalités encourues. « L'amende de 6,8 millions d'euros est le prix à payer pour préserver notre qualité de vie », a ainsi écrit dans un éditorial le maire de Boulogne-Billancourt.

Fin 2018, plus de deux millions de personnes étaient en attente d'un logement social. La possibilité d'y accéder est encore réduite par la politique du gouvernement, qui pousse les organismes HLM à se financer eux-mêmes en vendant

leurs logements, en bloc à des investisseurs s'il le faut. L'objectif fixé est qu'ils se débarrassent de 40 000 logements par an, cinq fois plus qu'aujourd'hui. Et, même dans les logements sociaux, la réduction des aides au logement se cumule avec les effets du chômage et de la précarité pour rendre le paiement du loyer et des factures plus difficiles.

Tous ces faits et ces chiffres dénoncent la sauvergie des lois du marché capitaliste, en particulier dans le domaine du logement.

**Daniel Mescla**

## Des prix de "dingue"

Alors que la crise du logement s'aggrave, que de nombreux travailleurs, jeunes en particulier, peinent à se loger, les prix des logements au mètre carré flambent à Paris et dans la petite couronne. Ces prix, que le journal *Les Échos* qualifie de fous, ont effectivement de quoi donner le vertige.

À Paris, dans le quartier des jardins du Palais-Royal, un appartement de 170 mètres carré a été vendu au prix de 35 800 euros le mètre carré ! C'est un quartier huppé de Paris, mais les quartiers populaires voient également les prix grimper, avec des hausses annuelles de 7,2% dans le 19<sup>e</sup> et de 8,7% dans le 20<sup>e</sup>. Et ces augmentations se répercutent bien entendu sur les prix des loyers.

Il n'est certes pas nouveau de voir les familles populaires quitter la capitale et ses logements inaccessibles, pour habiter en banlieue. Mais ces augmentations touchent aussi la proche banlieue. En 2019, les prix de vente dans l'ancien ont augmenté de 6% dans les Hauts-de-Seine, de 7% en Seine-Saint-Denis et de 5,6% dans le Val-de-Marne. On trouve maintenant dans le privé des deux-pièces

de 40 m<sup>2</sup> loués 800 euros à Bobigny. Les familles populaires sont donc obligées de s'éloigner toujours plus, avec comme conséquence des trajets plus longs et plus éprouvants pour se rendre au travail.

En cette période d'élections municipales, les candidats multiplient les promesses. Certains maires de proche banlieue, au nom de la mixité sociale, cherchent à se débarrasser des familles les plus pauvres. D'autres prétendent au contraire vouloir freiner la spéculation immobilière et permettre aux familles populaires de rester.

Mais la lutte contre les



Logement donnant sur les jardins du Palais-Royal.

lois du marché et la spéculation immobilière dépasse les pouvoirs du maire. À l'échelle d'une commune comme de toute la société, imposer le logement décent des classes populaires signifie engager le combat contre les institutions et l'État,

soutenir la mobilisation des habitants des quartiers et s'appuyer sur eux pour réquisitionner les logements vides, exproprier les marchands de sommeil et lutter contre les appétits des bétonneurs.

**Aline Urbain**

## BNP : condamnée pour un œuf, la banque a volé un bœuf

Le 27 février, une filiale de la BNP Paribas a été condamnée à verser 150 millions d'euros aux 2300 particuliers qu'elle avait escroqués et qui s'étaient groupés pour porter l'affaire en justice.

**BNP PARIBAS INVEST IMMO**

**Les atouts d'HELVET IMMO**

**Le marché monétaire suisse offre l'un des refinancements les plus bas du marché et durablement stable.**

**C'est pourquoi nous vous proposons : Un prêt en Francs Suisses**

**Ce qui ne change rien pour vos clients car : Les échéances sont prélevées en €**

Publicité pour le placement toxique.

Les faits remontent aux années 2008 et 2009, alors que la BNP plaçait des emprunts libellés en francs suisses mais remboursables en euros. La banque avait alors réussi à convaincre plus de 4000 petits épargnants de faire un placement immobilier, moyennant un

apport personnel et cet emprunt en francs suisses, à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché. L'État lui-même n'est pas exempt de toute responsabilité, puisque différentes mesures de détaxation encouragent les petits épargnants à emprunter pour placer dans

l'immobilier.

La bonne affaire n'a pas duré longtemps. Une des conséquences de la crise financière de 2008 a été une baisse continue de l'euro par rapport au franc suisse. Le phénomène s'accroît encore avec la crise de l'euro consécutive à l'étranglement de la Grèce par les grandes banques. Le montant des annuités des emprunteurs, bien que fixe en francs suisses, alors doublé ou triplé une fois converti en euros. Pire encore, le capital restant dû, exprimé en euros, augmentait au fur et à mesure que la monnaie européenne se dévaluait par rapport au franc suisse. Un épargnant, comptant en euros évidemment, pouvait avoir emprunté 100 000 euros en 2008 et se retrouver en devoir 120 000 six ans plus tard, après avoir pourtant versé 75 000 euros de remboursements cumulés !

La même arnaque avait été utilisée sur une échelle plus grande encore par les

banques européennes cherchant à placer aux collectivités locales des crédits à bas taux. Des grandes villes de France, de Belgique et d'Allemagne se sont ainsi retrouvées surendettées. Les États étaient alors intervenus, mettant les villes sous tutelle, purgeant les comptes des banques et soldant l'affaire sans que celles-ci y perdent.

Dans les pays d'Europe centrale, les prêts aux particuliers libellés en francs suisses et remboursables dans la monnaie locale ont pris la forme d'une épidémie, ou plutôt d'une opération de pillage en règle. Leur montant cumulé, calculé en dollars par les services de l'Union européenne, a atteint jusqu'à 250 milliards. Là aussi les États sont intervenus, interdisant après coup ce type d'opérations. Mais des millions de personnes, ayant dans tous ces pays emprunté, non pour spéculer, mais pour se loger, y ont laissé leur chemise.

En Pologne par exemple, 500 000 familles seraient concernées et cela a conduit, en novembre 2019 encore, à des manifestations de rue contre les banques européennes et l'inaction du gouvernement.

Les avocats des 2300 plaignants français ont gagné leur procès en démontrant que la BNP avait anticipé la hausse du franc suisse, bien placée qu'elle était pour connaître les conséquences d'une crise financière. Ayant donc sciemment attiré les emprunteurs dans un piège, elle est aujourd'hui condamnée à rembourser ceux qui ont porté plainte. Mais il est peu probable que la BNP et les autres grandes banques européennes soient jamais condamnées pour cette même arnaque pratiquée en très grand auprès des collectivités locales et des populations d'Europe de l'Est.

**Paul Galois**



## Emploi : les offres de surexploitation pleuvent

Une étude sur l'emploi dans les petites et moyennes entreprises, publiée le 27 février, constate « les difficultés importantes de recrutement dans plusieurs secteurs d'activité ». Les patrons, petits et moyens, y étalent leurs regrets des contrats perdus faute de trouver les travailleurs nécessaires.

Il n'en faut pas plus pour que les commentateurs renchérissent sur les emplois qui n'attendent que d'être cueillis, à condition que les fainéants de tout ordre se donnent la peine de traverser la rue...

Les fédérations patronales osent affirmer que les

rémunérations ne sont pas en cause. S'ils ne vont pas jusqu'à prétendre offrir des salaires attractifs, ils affirment avoir compensé en « faisant évoluer les primes et les avantages comme les mutuelles ou les frais de déplacement ». Un comble, alors que de nombreux salaires

n'atteignent le smic qu'en y intégrant les primes!

Dans certaines branches, les patrons reconnaissent du bout des lèvres qu'au-delà des problèmes de formation, les conditions de travail « nuisent à l'attractivité de nos secteurs ». C'est le moins qu'on puisse dire! Dans les professions dites « en tension » du bâtiment, du transport, de la propreté et de l'agroalimentaire, les conditions de travail sont dures et les contrats souvent précaires.

Aucun travailleur ne s'étonnera que personne ne se précipite pour saisir un emploi de femme de chambre, en sous-traitance, pour une grande chaîne hôtelière, où la direction prétend désormais que les travailleuses nettoient quatre chambres au lieu de deux en une heure. Ni qu'un chauffeur de poids lourd refuse de dépasser le nombre d'heures autorisées au volant, en passant d'un camion à un véhicule léger. Ni qu'un employé boucher chez un grossiste

préfère démissionner plutôt que de passer dix heures d'affilée dans un laboratoire à 4 degrés en ayant droit à une seule pause.

En soulignant ce qu'ils caractérisent comme une contradiction entre pénurie de main-d'œuvre et taux de chômage élevé, le patronat et ses alliés politiques rêvent tout haut d'une classe ouvrière docile et prête à accepter de travailler dans n'importe quelles conditions et à n'importe quel prix.

**Nadia Cantale**

## EDF : factures en hausse, gros profits

La direction d'EDF est très satisfaite : en 2018 les bénéfices n'étaient que de 1,2 milliard d'euros, chiffre relativement faible dû en particulier à une question de présentation comptable, mais en 2019 les profits atteignent 5,2 milliards d'euros, presque cinq fois plus. L'action a grimpé de 8 %, et le PDG a déclaré qu'« EDF est un groupe profitable ».

EDF n'a pas vendu davantage d'électricité, bien au contraire : la production a légèrement diminué. Le nucléaire, premier fournisseur, ayant plusieurs centrales à l'arrêt, a reculé de 3,5 %, l'hydraulique, seconde source, a diminué de 12 % à cause de la sécheresse, quant à la production des éoliennes et panneaux solaires, si elle a un peu augmenté, elle ne représente qu'une faible partie du total.

L'augmentation des

profits résulte simplement des hausses successives de tarifs. Il y a eu notamment 5,9 % de plus en juin 2019, venant après plusieurs hausses, et une augmentation en Grande-Bretagne où EDF exploite des centrales par le biais d'EDF Energy.

Ce sont donc les clients d'EDF qui ont financé cette hausse des profits. Ceux-ci vont aller en partie à l'État, qui est de loin le principal actionnaire avec près de 84 % du capital, ce qui pose évidemment la question de



HAUTS DE FRANCE/CHAMBRES D'AGRICULTURES

la façon dont les gouvernements utilisent l'argent public.

Bien sûr, EDF ne cesse de dire qu'elle a besoin de financer le « grand carénage » de ses centrales nucléaires pour prolonger leur existence, ainsi que d'en construire de nouvelles sur le modèle de l'EPR...

lequel est toujours en cours de construction, avec son record de malfaçons et de surcoûts.

Ces augmentations de tarifs et le chiffre record des bénéfices n'ont pas empêché une autre hausse de 2,4 % au 1<sup>er</sup> février 2020, évidemment non comptabilisée dans les profits de 2019.

Il faut ajouter qu'EDF vient d'obtenir un meilleur tarif pour la part de sa production nucléaire qu'elle doit vendre à ses concurrents. Autant de détails qu'il ne faudra pas oublier la prochaine fois qu'EDF voudra imposer une augmentation de ses tarifs.

**André Victor**

## France-Mali : un relent de colonialisme

Le ministère des Affaires étrangères a convoqué, jeudi 27 février, l'ambassadeur du Mali en France parce que ce dernier avait mis en cause devant les sénateurs les « débordements » commis par les soldats de la Légion étrangère dans les quartiers chauds de Bamako.

Cette critique était somme toute mesurée puisqu'elle ne portait pas sur les opérations militaires qui mettent les soldats français au contact de la population. Mais cela a suffi pour que les autorités françaises s'indignent devant ce qu'elles estimaient être des « propos faux et inacceptables », et fassent pression sur le gouvernement malien pour qu'il rappelle son ambassadeur. Et le lendemain même de cet incident, le ministre malien des Affaires étrangères est venu à Paris pour y faire profil bas. De son côté, la ministre des Armées, Florence Parly, s'est

empressée de dédouaner ses troupes en déclarant qu'il n'y avait « quasiment plus de soldats français stationnés à Bamako. »

Pour le gouvernement français, les soldats français de la force Barkhane sont chez eux au Mali et peuvent se comporter comme ils le souhaitent. Macron et sa bande, par leur attitude blessante envers les autorités maliennes et leur représentant en France, rappellent à ces derniers que, malgré leurs beaux discours, le temps des colonies n'est pas révolu.

**M.L.**

## Solvay - Rhône : les casseurs d'emplois

La direction du groupe chimique Solvay vient d'annoncer près de 350 suppressions d'emplois dans le monde, dont 15 au centre de recherches de Saint-Fons et 41 à l'usine de Collonges-au-Mont-d'Or, dans le département du Rhône, où cela représente un quart des travailleurs.

Les prétextes invoqués ressemblent à un inventaire de tout ce qui va mal dans le monde : la chute du prix du pétrole, le ralentissement dû au coronavirus, la guerre

commerciale entre Chine et USA... Oui, la société capitaliste est gravement malade, mais les travailleurs n'en sont en rien responsables.

L'objectif affiché est de

faire 32 millions d'euros d'économies, alors que le groupe vient de réaliser 1 milliard d'euros de bénéfices pour 2019 et de verser 400 millions d'euros de dividendes aux actionnaires. Non seulement, Solvay alimente le chômage, mais ce plan d'économies va se traduire par des rythmes de travail aggravés pour ceux qui restent.

**Correspondant LO**

## Le préfet et le lbd : manifestants blessés, c'est leur faute !

D'après le journal *Le Monde*, le Préfet de police de Paris Didier Lallement explique très simplement les nombreux cas de blessure à la tête ou de perte d'un œil par des manifestants touchés par des tirs de lanceurs de balles de défense, les LBD. D'après

cet expert en balistique, le problème est que le projectile utilisé par la police va moins vite que le son. Lorsque les policiers tirent, d'après leur estimable chef, en évitant soigneusement de viser la tête, les manifestants entendant une détonation la baissent par réflexe.

Ils prennent alors en plein visage le choc qui n'était destiné qu'à leur poitrine. La question serait donc le manque de formation... des manifestants

En revanche, voilà un préfet bien formé et qui en a sous la casquette!

**P. G.**



## Chantiers de l'Atlantique Saint-Nazaire : un mort au travail

Dans la nuit du 25 au 26 février, aux alentours de 3 heures du matin, un ouvrier est mort au travail, au chantier naval de Saint-Nazaire.

Ce père de famille de 54 ans, charpentier-fer, originaire du Cotentin, travaillait en déplacement depuis de nombreux mois, sous contrats d'intérim, au sein d'un des principaux ateliers des Chantiers de l'Atlantique, entreprise qui construit principalement des paquebots de croisière.

Cet atelier Panneaux-Plans, qui fonctionne en 3x8 et VSD, est composé de deux lignes de production à la chaîne pour fabriquer une grande partie de la structure métallique des navires. La majorité des membres

des équipes sont soudeurs ou charpentiers-fer et travaillent en binôme (en «matelotage»).

Une heure quarante avant la fin de l'équipe de nuit, ce camarade de travail est décédé des blessures occasionnées par la chute d'une cloison en acier de 500 kg, qu'il était en train de monter avec son binôme. Son jeune matelot, embauché seulement depuis quelques années, a été hospitalisé en état de choc.

Des membres de l'équipe et deux agents de sécurité (rondiers) ont pris en charge les premiers secours et c'est



Rassemblement le 28 février.

une centaine de travailleurs, isolés, au milieu de la nuit, qui ont dû parer au plus urgent.

D'un bout à l'autre du chantier, sans même connaître les détails précis de l'accident, chaque travailleur s'est identifié à ce drame et en a ressenti les causes profondes. Chacun a fait la somme de toutes ces petites choses que tous les jours on ne fait plus, car on n'en a plus le temps, ni le matériel, ni l'expérience nécessaire qui, faute d'embauche régulière, n'a pas

pu suffisamment être transmise par les plus anciens.

Chacun a fait le constat de ce que l'organisation Lean management («organisation maigre» en français) signifie au quotidien, c'est-à-dire travailler toujours sur le fil du rasoir, à flux tendu, au plus juste, en limite de rupture de la matière, des os et des nerfs...

Et, enfin, chacun ressent le fossé qui se creuse avec un encadrement que la direction veut de moins en moins technique et seulement

gestionnaire, afin de l'empêcher de comprendre les conséquences de l'organisation du travail imposée à ceux qu'ils dirigent.

Il n'y a aucune fatalité à cet accident, il n'y a aucune justification à fabriquer des paquebots ainsi de nuit, dans des délais et avec des horaires de plus en plus délirants. C'est ce que sont venus exprimer les centaines de travailleurs qui ont débrayé à l'appel de la CGT et de FO vendredi 28 février et lundi 3 mars.

Correspondant LO

## PSA - Peugeot Citroën : profits record sur le dos des salariés

Mercredi 26 février, Carlos Tavares, le PDG de PSA, annonçait devant tous les médias un nouveau record de rentabilité et de profits. Avec plus de 3,5 milliards d'euros de bénéfice net en 2019, les actionnaires du groupe peuvent se frotter les mains. Les dividendes augmentent de 58% et les caisses de l'entreprise n'ont jamais été aussi pleines.

Alors que les ventes de PSA ont baissé de 10% en 2019, ce nouveau record de bénéfice est le résultat des milliers de suppressions de postes, du blocage des salaires et du

rabotage des droits collectifs des travailleurs.

Le PDG s'est offert une bonne publicité en annonçant que la prime annuelle sera de 4 100 euros pour les

salariés. Les travailleurs de PSA savent maintenant qu'aucun ne touchera effectivement le chiffre annoncé. Il consiste en une addition de 600 euros de prime gilets jaunes et de 3 500 euros de prime d'intéressement brut. Cela fait au final 3 100 euros net pour un salarié ayant été 100% présent, sans aucun arrêt maladie.

Par contre, Tavares se garde bien de dire que les 8 000 intérimaires ne bénéficient pas de la prime, alors qu'ils ont trimé comme tous les autres sur les chaînes de production.

Pour les salariés de PSA, l'augmentation générale des salaires, annoncée juste



avant la prime, est dérisoire: avec 1,6%, elle représente entre 23 et 28 euros net par mois, une misère face à l'augmentation du coût de la vie.

Alors que les bénéfices explosent, la direction a toujours le projet d'imposer un

troisième accord de compétitivité. Autrement dit, elle veut demander encore des efforts supplémentaires aux travailleurs. Du moins jusqu'à ce que ce soit leur colère qui lui explose à la figure.

Correspondant LO

## Exposition à l'amiante à Sochaux

PSA a été condamné par le Pôle social du tribunal judiciaire de Belfort (anciennement tribunal des affaires de Sécurité sociale-TASS) à verser plus de 110 000 euros à un ancien ouvrier qui avait été exposé à l'amiante. Ce salarié qui travaillait à la sidérurgie chez Peugeot à Sochaux, obtient gain de cause devant la justice.

PSA Sochaux, son ancien employeur, a été condamné le 20 février pour faute inexcusable. Le groupe est reconnu coupable de négligence, aucune protection, aucune information sur la dangerosité de l'amiante n'ayant été mises en place. À aucun moment la législation sur la protection et le suivi, pourtant peu contraignante, n'avait été respectée.

Cet ouvrier, aujourd'hui âgé de 76 ans, avait contracté un cancer broncho-pulmonaire en 2016. L'entreprise devra donc lui verser 111 800 euros de préjudice, en plus de la majoration de sa rente.

Il ne s'agit pas de la première condamnation en France pour PSA. Une autre condamnation en faute inexcusable pour le site PSA de Sochaux datant du 3 novembre 2014, prononcée par le tribunal des affaires de Sécurité sociale de Montbéliard, avait été confirmée par l'arrêt de la cour d'appel de Besançon du 21 mars 2017. D'autres condamnations ont été prononcées sur d'autres sites également.

La justice ne fait là que reconnaître une toute petite partie de la responsabilité de PSA pour l'utilisation de ce poison.

Correspondant LO

## Intérimaires : davantage de précarité... et d'accidents

La chambre sociale de la Cour de cassation s'est penchée dans un arrêt du 26 février sur la protection des travailleurs temporaires. Constatant le nombre croissant d'accidents du travail touchant en particulier les intérimaires, elle a émis un certain nombre de recommandations aux employeurs.

L'étude du service des statistiques du ministère du Travail (Dares), basée sur les chiffres de 2017, est en effet édifiante. Si la moyenne des accidents était alors de 33,4

pour 1 000 salariés, elle augmentait pour les intérimaires, passant à 53,6 pour 1 000.

«Exerçant les métiers souvent les plus dangereux et changeant très souvent de poste, les travailleurs intérimaires sont plus exposés aux risques professionnels que les autres catégories de salariés», concluait alors la Dares.

Employés à 80% dans l'industrie, le tertiaire et la construction, les travailleurs intérimaires sont exposés à des missions où ils arrivent sans toujours être mis au courant des

procédures de sécurité, sans bénéficier d'une formation, ni même d'équipements de sécurité.

La course au profit du patronat développe le recours aux emplois précaires, et ce n'est pas les recommandations officielles des tribunaux qui le feront reculer. Quels que soient leurs statuts et leurs employeurs, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur vigilance collective dans les entreprises et sur leurs mobilisations pour ne pas perdre leur vie à la gagner!

Nadia Cantale



# Renault-Flins : effectifs insuffisants et salaires bloqués, ça ne passe pas

**Le 14 février, la direction du groupe Renault a annoncé des suppressions d'emplois et d'éventuelles fermetures d'usines. Cela a suscité l'inquiétude des travailleurs, mais pas la résignation.**

Mardi 3 mars, au lieu de prendre leur poste à 5h24, presque tous les travailleurs de production des Presses de l'usine de Flins se sont rejoints à la salle de pause. Ils savaient qu'ils allaient écourter la nuit des cadres et tenaient à leur reposer la question des coefficients bloqués et du manque d'effectifs.

Déjà au mois d'octobre, plusieurs dizaines de travailleurs avaient débrayé et défilé dans l'usine. Suite à cela, certains seulement ont obtenu de petites augmentations, mais cela a permis de voir qu'un débrayage pouvait être plus efficace que des années de bons et loyaux services. La direction n'avait cédé que le minimum, alors qu'elle demande toujours plus de travail, de polyvalence, de savoir-faire. Des travailleurs conduisent des installations robotisées en restant payés comme au premier jour de leur embauche. D'autres n'ont pas

eu la moindre évolution depuis dix, quinze, vingt ans. Les cadres n'en disent pas moins aux jeunes d'être patients, et les jeunes comme les plus anciens ne veulent plus entendre ce discours. Ils en ont assez des fins de mois dans le rouge.

La direction a promis de regarder les problèmes au cas par cas. Elle cherche bien sûr à diviser, mais tous ont compris que ce qui compte est le rapport de force collectif.

Déjà, vendredi matin 28 février en Tôlerie, tous les travailleurs en CDI du secteur des ouvrants (portes, capots...) avaient débrayé pour refuser les postes trop chargés. Chacun a pris la parole pour dire ce qui n'allait pas, que les postes n'étaient pas tenables. C'était répété depuis des mois, mais le débrayage a beaucoup amélioré l'écoute de la direction. Une bonne raison pour insister encore!

**Correspondant LO**



INFO MIGRANTS

## Chantier du journal *Le Monde*: "L'esclavage, ça suffit !"

**Jeudi 27 février au matin, 35 travailleurs sans papiers du bâtiment se sont lancés dans l'occupation d'un de leurs chantiers: celui du nouveau siège social du journal *Le Monde*, situé derrière la gare d'Austerlitz, à Paris.**

Il n'est plus question pour eux d'accepter les conditions lamentables de travail et de paie imposées par la société sous-traitante Golden Clean qui les emploie.

Chargés du nettoyage des bases-vie des ouvriers pendant la construction, puis du parvis durant les derniers travaux, ils doivent travailler sept jours sur sept, et même parfois la nuit, pour 40 euros par jour. Ils doivent se procurer eux-mêmes les vêtements de travail, les chaussures de sécurité et les masques de protection. Ils n'ont pas de bulletins de paie et leur salaire est parfois réglé en espèces versées de la main à la main. Leur patron n'est

pas très regardant sur les papiers quand il s'agit de les exploiter pour un salaire de misère, mais pas question de les régulariser!

Vendredi 14 février, c'était la goutte d'eau qui a fait déborder le vase: en plus de leur nuit travaillée, on demandait à ces travailleurs de faire des heures supplémentaires payées 5 euros de l'heure. Comme certains ont refusé, le patron leur a dit de ne plus revenir sur le chantier et en a recruté de nouveaux. Aidés du syndicat CNT-Solidarité ouvrière, ils ont décidé de riposter.

En occupant le nouveau siège social du *Monde*, ces travailleurs ont ciblé les vrais patrons du chantier:

ceux du *Monde*, qui ont choisi la multinationale du bâtiment Eiffage pour mener à bien leur chantier, et ceux d'Eiffage, qui ont sous-traité certaines opérations à Golden Clean.

Au bout d'une journée de mobilisation et de cinq heures de négociation en présence du patron du *Monde*, un accord de principe a été signé entre Golden Clean et un représentant des salariés. Golden Clean disait s'engager à remettre des bulletins de paie, à mettre les salaires en conformité avec la convention collective du secteur, à réintégrer tous les salariés et à lancer des procédures de régularisation des sans-papiers.

L'accord a été signé mais, pas naïfs, les travailleurs ont décidé de ne pas lever l'occupation du chantier avant d'en voir la concrétisation.

**Valérie Fontaine**

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),**

**membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos**  
[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO**  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



# Migrants en détresse : les puissances européennes responsables

Des réfugiés arrivent par milliers en Grèce, dans les îles et à la frontière nord avec la Turquie. La plupart, trompés par l'annonce de l'ouverture des frontières claironnée par le gouvernement Erdogan, s'imaginaient que l'Europe leur était ouverte. Ils ont vite compris que leur malheur continuait.

Au nord, dans la boue et le froid, ils se retrouvent à plus de 10000, coincés entre la police et les gardes-frontières grecs d'un côté, et des policiers turcs de l'autre qui souvent leur interdisent de rebrousser chemin. Ceux qui tentent de traverser le fleuve Evros pour mettre le pied en Grèce se font renvoyer de l'autre côté, certains dépouillés de leurs papiers et de leur argent.

Dans certaines îles, la situation est encore plus tendue. À Lesbos, où le camp de Moria héberge 16000 réfugiés, huit fois plus que la capacité officielle, de

petits groupes enrégés par la situation et manipulés par l'extrême droite se manifestent. Les reportages ont montré des scènes, jamais vues jusque-là, où des hommes armés de bâtons hurlaient aux réfugiés recroquevillés dans un bateau qui tentait d'accoster : «*Dégagez, rentrez en Turquie!*» La grande majorité de la population ne les suit pas mais est épuisée par une situation intenable, pour elle et pour les migrants.

Le chef du gouvernement très conservateur, Mitsotakis, a consacré ses premiers déplacements à

aller féliciter les policiers et gardes-frontières du nord de la Grèce pour leur zèle ; une façon de flatter à la fois le réflexe patriotique antitürk et les sentiments xénophobes des forces de répression, et de son électorat.

La situation est catastrophique pour ces femmes, ces hommes et ces enfants fuyant la guerre et la misère, ballottés de pays en pays, considérés comme des pions par les gouvernements des pays où ils vivent.

On risque un désastre humanitaire, clament les gouvernements de l'Union européenne à propos des réfugiés d'Idlib à qui Erdogan refuse l'entrée en Turquie. De son côté, Erdogan se sert des réfugiés syriens pour exercer un chantage sur ces gouvernements. Mais qui est le plus ignoble dans cette



Frontière gréco-turque. Sous le nom du pays "Ellada", la mention : "Vous êtes les bienvenus".

situation ? Est-ce Erdogan, dirigeant dictatorial promu gardien de prison de plus de trois millions de réfugiés, moyennant 6 milliards d'euros d'aides européennes, ce qui n'est pas si cher pour ses commanditaires ? Ou bien est-ce ceux qui l'ont payé pour garder sur son sol des migrants dont ils ne veulent pas, ces gouvernants européens qui, finalement, se plaignent de ne pas en avoir pour leur argent ?

Ministres et chefs d'État européens n'ont à la

bouche que « les droits de l'homme et les valeurs qui nous unissent ». Mais ils les mettent tranquillement sous le tapis en refusant d'accueillir les réfugiés en nombre, en érigeant de plus en plus de murs en Europe.

La catastrophe est déjà là et les responsables sont tout désignés : ce sont les mêmes qui participent à l'exploitation des richesses du monde et aux guerres qui transforment des millions d'êtres humains en migrants.

Sylvie Maréchal

## Argentine : les femmes dans la rue pour le droit à l'IVG

Le 19 février, un collectif d'organisations féministes argentines a appelé à manifester devant le Congrès et dans une centaine de villes pour « l'égalité des soins, l'accès à une éducation sexuelle et un État laïque ».



Le 19 février à Buenos Aires.

Les femmes aux foulards verts relancent ainsi la campagne pour la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) car ce sujet devait être à l'ordre du jour du Parlement à partir du 1<sup>er</sup> mars.

À la différence de l'ancien président Macri, le président péroniste Alberto Fernandez soutient cette revendication. Il entend « faire passer une loi mettant fin à la pénalisation de l'avortement en permettant la prise en charge de tout avortement dans les centres publics de santé », pour empêcher « qu'une femme qui doit réaliser un avortement et qui n'a pas la possibilité économique tombe entre les mains d'un guérisseur qui,

avec des aiguilles, la blesse ou la tue ». Chaque année, en effet, 50000 Argentines sont hospitalisées pour des complications liées à un avortement clandestin. Deux cents en meurent.

Le projet du gouvernement pourrait être marqué par des contradictions. D'un côté, celui-ci poursuit la politique d'austérité héritée des choix de son prédécesseur de faire appel aux prêts du Fonds monétaire international, et soutenir le mouvement des femmes constitue une bonne diversion. Mais, dans sa façon de s'opposer à l'emprise du FMI, Fernandez a besoin de l'appui de l'Église catholique, principale force opposée à la légalisation de

l'avortement. Ainsi le projet de loi pourrait combiner des aides sociales aux femmes allant au terme de leur grossesse et une dépénalisation limitée de l'IVG.

Dans la lutte pour la légalisation de l'avortement, les mobilisations des femmes s'annoncent fortes aussi le 8 mars, journée internationale des femmes. Mais l'Église, de son côté, prépare pour ce jour-là une messe réactionnaire qui sera une contre-manifestation.

Qui l'emportera dans la rue et au Parlement, on le saura bientôt. Mais l'Église a déjà perdu la bataille de l'opinion, désormais majoritairement favorable à la légalisation de l'IVG.

Jacques Fontenoy

## Israël : Netanyahu ou Gantz, une politique de guerre

Le Likoud, le parti de Netanyahu, le Premier ministre israélien, est arrivé en tête des élections législatives du 2 mars, les troisièmes organisées en moins d'un an, les précédentes n'ayant pas permis d'obtenir une majorité, ni de former un gouvernement.

« Il s'agit d'une grande victoire pour Israël », s'est bien vite vanté Netanyahu. Celui dont le procès s'ouvre dans deux semaines pour corruption, malversations et abus de confiance, a axé toute sa campagne sur la nécessité de mener une politique toujours plus autoritaire d'annexion de territoires cisjordanien. Il a cherché les voix les plus à droite, s'est adressé à l'électorat d'extrême droite, nationaliste et religieux, en

particulier aux 400000 colons installés en Cisjordanie sur des terres palestiniennes, leur promettant d'annexer purement et simplement 30% de la Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967. Netanياهو a pu le faire grâce au soutien de Trump. Le président américain a approuvé toutes les provocations et attaques du Premier ministre contre les Palestiniens, par exemple en reconnaissant Jérusalem comme capitale de l'État

d'Israël et en avançant un prétendu plan de paix qui entérine l'occupation.

Le Likoud, avec 36 sièges, a donc une courte avance sur le parti Bleu Blanc de Benny Gantz. Seuls les partis ultranationalistes et religieux, avec qui Netanyahu a cherché à s'allier pourraient lui permettre de s'assurer une majorité plus solide au Parlement, la Knesset. Benny Gantz, ancien chef d'état-major, dirigeant du parti Bleu Blanc, présenté comme un centriste, a fait quant à lui, toute sa campagne sur le thème du barrage à Netanyahu. Cela a pu convaincre des Israéliens lassés des guerres, de la corruption et d'un

pouvoir autoritaire. Mais Gantz défend une politique tout aussi nationaliste que son rival, et s'est prononcé à de nombreuses reprises pour un renforcement des colonies dans les territoires occupés et une campagne militaire pour anéantir le Hamas au pouvoir à Gaza.

Le regroupement de gauche d'Amir Peretz, Parti travailliste et Meretz social-démocrate, n'a obtenu que sept sièges, soit un de plus qu'en septembre. Quant à la Liste unifiée, regroupant les partis arabes israéliens et le Hadash communiste, elle obtient 15 sièges, deux de plus que précédemment, montrant qu'une minorité

d'électeurs ne se laisse pas entraîner dans les surenchères de Netanياهو et Gantz.

Netanياهو ou Gantz, le résultat des élections n'augure rien de bon, ni pour la population israélienne embrigadée dans une guerre perpétuelle, ni pour les Palestiniens opprimés depuis des décennies. De plus en plus privés – avec le soutien actif des États-Unis – de territoire, de droits fondamentaux, enfermés dans les ghettos que sont Gaza et les territoires morcelés de Cisjordanie, la politique des dirigeants israéliens ne leur laisse d'issue que la révolte.

Aline Rétesse